

Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire.

Convention collective de travail du 16 avril 2012
instaurant le régime de pension sectoriel social.

1. Objet

- 1.1. La présente convention collective de travail a pour unique objet l'instauration, à partir du 1er janvier 2013, d'un régime de pension sectoriel social pour les employés occupés dans l'industrie alimentaire.
- 1.2. La présente convention collective de travail est conclue en application de l'article 10 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (M.B. 15 mai 2003, 2^e éd., p. 26407, erratum M.B. 26 mai 2003) et ses arrêtés d'exécution.

2. Force obligatoire

Les parties demandent la force obligatoire.

3. Notions et définitions

- 3.1. Pour l'application de la présente convention collective de travail et de ses annexes, on entend par :
 - 3.1.1. Affilié :
 - 3.1.1.1. l' "affilié actif": l'employé pour lequel l'organisateur a instauré un régime de pension, et qui satisfait aux conditions d'affiliation des règlements de pension ou de solidarité
 - 3.1.1.2. le "dormant" : l'ancien membre du personnel qui bénéficie toujours de droits actuels ou différés conformément au règlement de pension
 - 3.1.2. Employés : les employés masculins et féminins, quel que soit leur âge, quelle que soit la nature de leur contrat de travail, dont le salaire est soumis aux cotisations de sécurité sociale selon les règles générales.
 - 3.1.3. FSMA : Autorité des Services et Marchés Financiers
 - 3.1.4. BCE : Banque-Carrefour des Entreprises
 - 3.1.5. Salaire annuel de référence : le salaire d'une année civile sur lequel sont dues des cotisations de sécurité sociale;
 - 3.1.6. ONSS : Office National de Sécurité Sociale
 - 3.1.7. Engagement du type "contributions définies" : l'engagement de payer des contributions préalablement déterminées; les régimes "cash balance", où la prestation est déterminée par référence à un montant d'épargne forfaitaire capitalisé à un rendement théorique, sont assimilés aux engagements de type "contributions définies";

- 3.1.8. Engagement du type "prestations définies" : l'engagement de verser une prestation déterminée, en rente ou en capital;
 - 3.1.9. Prestation acquise : la prestation à laquelle l'affilié peut prétendre conformément au règlement de pension s'il laisse, lors de sa désaffiliation, sa réserve acquise auprès de l'organisme de pension.
 - 3.1.10. Réserve acquise : la réserve à laquelle l'affilié a droit à un certain moment conformément au règlement de pension.
 - 3.1.11. LPC : la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (M.B. 15 mai 2003, 2^e éd., p. 26407, erratum M.B. 26 mai 2003) et ses arrêtés d'exécution
- 3.2. Les notions citées ci-dessus et les autres qui sont reprises dans la présente convention collective de travail et ses annexes doivent être entendues dans leur signification telle que précisée par la LPC.

4. Champ d'application

- 4.1. Sauf disposition contraire, la présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et leurs employés qui ressortissent à la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire.
- 4.2. La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux employeurs et leurs employés d'entreprises où
 - 4.2.1. soit tous les employés, à la date du 1^{er} janvier 2013, sont soumis à un ou plusieurs régimes de pension d'entreprise qui, au plus tard le 1^{er} janvier 2013, sont équivalents ou meilleurs que le régime de pension sectoriel social, sous les conditions déterminées à l'article 5 de la présente convention collective de travail ;
 - 4.2.2. soit tous les employés, à la date du 1^{er} janvier 2012, sont soumis à un ou plusieurs régimes de pension d'entreprise qui, au plus tard le 1^{er} janvier 2012, sont équivalents ou meilleurs que le régime de pension sectoriel social, sous les conditions déterminées à l'article 5 de la présente convention collective de travail, étant entendu que pour les régimes de pension complémentaire avec des engagements de type « contributions définies », la cotisation pour les années 2012 et 2013 doit être au moins équivalente à 0,38% et à partir de 2014 au moins équivalente à celle telle que prévue pour le régime de pension sectoriel social. Cette cotisation ne contient ni les taxes ni les cotisations ONSS, mais bien les frais de gestion tarifaires imputés par l'organisme de pension.
- 4.3. La présente convention collective de travail ne s'applique pas non plus aux employeurs et leurs employés d'entreprises :
 - 4.3.1. qui, le 1^{er} juillet 2012 ou ultérieurement, naissent à la suite d'une modification juridique comme une fusion, une scission ou une reprise, et où une partie ou la totalité des employés tombaient, avant cet événement, hors du champ d'application sur base de l'article 4.2 de la présente convention collective de travail
 - 4.3.2. et qui démontrent, de la manière déterminée à l'article 5 de la présente convention collective de travail, que tous les employés, après l'événement mentionné, sont soumis à un ou plusieurs régimes de pension d'entreprise équivalents ou meilleurs que le régime de pension sectoriel social.

4.4. La présente convention collective de travail ne s'applique pas non plus aux employeurs et leurs employés d'entreprises :

4.4.1. qui prévoient, avant le 1er juillet 2012, un plan de pension complémentaire pour une partie ou la totalité des employés de l'entreprise et qui, à partir du 1er juillet 2012 tombent dans le champ d'application de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire

4.4.2. et qui démontrent, de la manière déterminée à l'article 5 de la présente convention collective de travail, que tous les employés, après l'événement mentionné, sont soumis à un ou plusieurs régimes de pension d'entreprise équivalents ou meilleurs que le régime de pension sectoriel social.

4.5. La présente convention collective de travail ne s'applique pas non plus aux employeurs et leurs employés d'entreprises :

4.5.1. qui subissent, le 1er juillet 2012 ou ultérieurement, une modification de leur numéro BCE ou ONSS, sans modification juridique, et qui tombaient déjà avant cet événement hors du champ d'application, sur base de l'article 4.2, 4.3 ou 4.4. de la présente convention collective de travail

4.5.2. et qui démontrent, de la manière déterminée à l'article 5 de la présente convention collective de travail, que tous les employés, après l'événement mentionné, sont soumis à un ou plusieurs régimes de pension d'entreprise équivalents ou meilleurs que le régime de pension sectoriel social.

5. Conditions pour tomber hors du champ d'application

5.1. Conditions de forme

5.1.1. L'employeur qui souhaite appliquer l'article 4.2 de la présente convention collective de travail doit envoyer une déclaration et une attestation actuarielle au plus tard le 30 juin 2012, par lettre recommandée, à l'organisateur du régime de pension sectoriel social. La date du cachet de la poste fait foi.

5.1.2. L'employeur qui souhaite appliquer l'article 4.3, 4.4 ou 4.5 de la présente convention collective de travail envoie une déclaration et une attestation actuarielle dans les trois mois suivant l'événement, par lettre recommandée, à l'organisateur du régime de pension sectoriel social. La date du cachet de la poste fait foi.

5.1.3. A peine de nullité, la déclaration et l'attestation doivent

5.1.3.1. être établies selon les modèles annexés,

5.1.3.2. être correctement et entièrement remplies, datées et signées respectivement par l'employeur et un actuaire désigné par l'organisme de pension de l'employeur,

5.1.3.3. et être introduites à temps.

5.2. Conditions du contenu

5.2.1. L'équivalence au régime de pension sectoriel social pour tous les employés est établie sur base des critères suivants :

- 5.2.2. Pour les régimes de pension complémentaire avec des engagements de type "contributions définies", l'équivalence est mesurée à l'appui de la contribution patronale par employé la plus basse telle qu'elle est définie dans le règlement de pension. Cette contribution ne contient ni les taxes, ni les cotisations ONSS, mais bien les frais de gestion tarifaires imputés par l'organisme de pension. La condition d'équivalence signifie que la cotisation, sur base annuelle, doit au moins être équivalente au produit de la multiplication du salaire mensuel x 13 x la cotisation pour l'engagement de pension du régime de pension sectoriel.
- 5.2.3. Pour les régimes de pension complémentaire avec des engagements de type "prestations définies" qui sont exclusivement financés par des contributions patronales, le niveau du capital complémentaire ou de la pension complémentaire doit être contrôlé au niveau théorique, tel que celui-ci est réalisé par le régime de pension sectoriel social. Si l'engagement de pension est exprimé en capital, le capital complémentaire de pension, pour la carrière complète à l'âge final prévu de 65 ans, tel qu'il est défini dans le règlement de pension, doit être au moins équivalent à 78 fois la contribution annuelle de pension au régime de pension sectoriel social. Si l'engagement est exprimé comme pension annuelle, la pension complémentaire de repos, à l'âge final de 65 ans, pour une carrière complète, doit s'élever à au moins 6 fois la contribution annuelle de pension. Si l'âge final prévu dans le règlement de pension est 60 ans, les facteurs multiplicateurs précités de 78 et 6 doivent être respectivement remplacés par 68 et 4,5. L'équivalence avec le régime de pension sectoriel ne doit pas être réalisée à tout moment précédant l'âge final fixé dans le règlement de pension.
- 5.2.4. Pour les régimes de pension complémentaire avec des engagements de type "prestations définies", qui sont partiellement financés par des contributions personnelles, l'équivalence est exclusivement mesurée à l'appui du capital constitué par les contributions patronales. Il est ici supposé qu'une contribution personnelle d'un pourcent du salaire annuel de référence pour une carrière complète constitue un capital complémentaire équivalant respectivement à 80 pourcents du dernier salaire annuel de référence perçu à l'âge final de 65 ans prévu dans le règlement de pension ou 67 pourcents si cet âge est fixé à 60 ans. Si l'engagement est exprimé en pension annuelle, il doit être établi dans la même proportion que celle utilisée à l'article 5.2.3 de la présente convention collective de travail.
- 5.2.5. Dans les cas où l'équivalence ne peut pas être directement établie sur base des articles 5.2.2, 5.2.3 et 5.2.4 de la présente convention collective de travail, l'équivalence doit être démontrée et certifiée par l'actuaire vérificateur en tenant compte des principes de calcul actuariels tels que définis dans les mêmes articles.
- 5.2.6. Sur simple demande de l'organisateur, l'employeur transmettra toutes les données permettant à l'organisateur de contrôler l'exhaustivité et l'exactitude des données attestées.
- 5.3. L'employeur tombant hors du champ d'application sur base de l'article 4 de la présente convention collective de travail doit transmettre, de la même manière que décrite à l'article 5 de la présente convention collective de travail, une nouvelle déclaration et une nouvelle attestation actuarielle avant le 31 décembre de l'année au cours de laquelle les contributions pour le régime de pension sectoriel social ont été modifiées.
- 5.4. L'employeur qui, sur base de l'article 4 de la présente convention collective de travail, tombe hors du champ d'application, est responsable des conséquences résultant de la transmission d'informations imprécises, incomplètes, inexactes ou tardives à l'organisateur du régime de pension sectoriel social. Les coûts des rectifications sont entièrement à charge de cet employeur.

5.5. L'employeur qui, sur base de l'article 4 de la présente convention collective de travail, tombe hors du champ d'application, tombera cependant dans le champ d'application de la présente convention collective de travail à partir du moment où le régime de pension d'entreprise n'est plus équivalent ou meilleur que le régime de pension sectoriel social, sous les conditions reprises à l'article 5 de la présente convention collective de travail.

6. Objectif

L'objectif du régime de pension sectoriel social est de garantir, en dehors de l'obligation légale en matière de pensions et en plus de celle-ci :

- aux affiliés eux-mêmes, un capital pouvant être converti en une rente viagère de pension, s'il est en vie à l'échéance ;
- aux bénéficiaires, un capital pouvant être converti en une rente viagère de survie ;
- aux affiliés eux-mêmes, ou aux bénéficiaires, certaines prestations de solidarité complémentaires.

Le régime de pension sectoriel social, constitué d'un engagement de pension et d'un engagement de solidarité, est instauré à partir du 1er janvier 2013.

7. Opting-out

La possibilité telle que prévue à l'article 9 de la LPC, par laquelle les employeurs auraient la possibilité d'organiser eux-mêmes l'exécution du régime de pension dans un régime de pension au niveau de l'entreprise ("opting-out"), n'est pas retenue.

8. Organisateur

L'organisateur du régime de pension sectoriel social est le Fonds Deuxième Pilier CP220, institué par la convention collective de travail du 7 novembre 2011 relative à l'instauration du "Fonds sectoriel pour le deuxième pilier pour les employés de l'industrie alimentaire".

9. Engagement de pension

- 9.1. Les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de pension ainsi qu'aux droits et devoirs de l'organisateur, de l'organisme de pension, les employeurs qui tombent dans le champ d'application de la présente convention collective de travail, des affiliés et de leurs ayants droit sont fixées dans le règlement de pension, qui est annexé à la présente convention collective de travail.
- 9.2. La gestion de l'engagement de pension englobe les aspects suivants: gestion administrative, financière, comptable et actuarielle. L'organisateur confie cette gestion à AG Insurance, Société anonyme, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, Boulevard Emile Jacqmain 53, autorisée sous le numéro de code 079, et connue sous le numéro BCE 0404494849, agissant en qualité de premier assureur pour 33 %, et Integrale, Caisse commune d'assurance, ayant son siège social à 4000 Liège, Place Saint-Jacques 11/101, autorisée sous le numéro de code 1530, et connue sous le numéro BCE 0221518504, agissant en qualité de co-assureur acceptant pour 67 %. Les deux organismes seront dénommées ci-après l'organisme de pension.
- 9.3. Au sein de la structure juridique de l'organisme de pension, l'organisateur peut choisir de confier un ou plusieurs aspects de la gestion à des tiers.

10. Engagement de solidarité

- 10.1. Les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de solidarité ainsi que des droits et devoirs de l'organisateur, de l'organisme de solidarité, les employeurs qui tombent dans le champ d'application de la présente convention collective de travail, des affiliés et de leur(s) ayant(s) droit sont fixées dans le règlement de solidarité, qui est annexé à la présente convention collective de travail.
- 10.2. La gestion de l'engagement de solidarité englobe les aspects suivants: gestion administrative, financière, comptable et actuarielle. L'organisateur confie cette gestion au Fonds Social et de Garantie pour les employés de l'industrie alimentaire, ayant son siège social à la Grand'Place 10, 1000 Bruxelles, un fonds de sécurité d'existence, ci-après dénommé l'organisme de solidarité, avec le numéro BCE 0452002479.
- 10.3. Au sein de la structure juridique de l'organisme de solidarité, l'organisateur peut choisir de confier un ou plusieurs aspects de la gestion à des tiers.

11. Cotisations, modalités de perception et modalités de paiement

- 11.1. Les cotisations pour le financement du régime de pension sectoriel social sont fixées dans le règlement financier qui est annexé à la présente convention collective de travail.
- 11.2. Les cotisations seront perçues par l'ONSS comme en dispose l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.
- 11.3. L'ONSS percevra également la cotisation de sécurité sociale sur l'allocation de pension, à concurrence de 8,86% à la date d'instauration du régime de pension sectoriel social.
- 11.4. L'organisateur versera les cotisations ainsi perçues, le cas échéant amputées par l'organisateur des frais de gestion ou autres dus, aux organismes de pension et de solidarité dans les délais prévus dans la convention passée entre l'organisateur et les organismes de pension et de solidarité.
- 11.5. Si les cotisations présentes dans le fonds collectif de financement ne suffisent pas à financer la différence entre les cotisations versées par l'ONSS d'une part et d'autre part le coût des droits de pension et de solidarité qui doivent être mis sur le compte individuel de pension en fonction des données salariales et d'emploi, le montant net qui doit être versé et capitalisé sur les comptes individuels de pension sera abaissé afin de produire les fonds nécessaires dans les fonds de financement.

12. Entrée en vigueur, durée et modalités de dénonciation de la convention collective de travail

- 12.1. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012 et est conclue pour une durée indéterminée.
- 12.2. Chaque partie peut mettre fin à la présente convention collective de travail moyennant le respect de l'article 10 de la LPC et moyennant un délai de préavis de six mois signifié par lettre recommandée, adressée au président de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire.

- 12.3. La nullité ou l'absence de force contraignante d'une des dispositions de la présente convention ne met pas en péril la validité ou la force contraignante des autres dispositions.

13. Annexes

Les annexes suivantes font intégralement partie de la présente convention collective de travail:

- 13.1. Déclaration employeur hors champ d'application
- 13.2. Attestation actuarielle hors champ d'application
- 13.3. Règlement de pension
- 13.4. Règlement de solidarité
- 13.5. Règlement financier

* * *

Déclaration employeur – hors champ d’application – régime de pension sectoriel employés industrie alimentaire

L’entreprise,

nom :

siège social :

numéro d’entreprise (numéro BCE) :

numéro ONSS (préfixe inclus) :

représentée par :

nom:

.....

qualité :

- déclare par la présente tomber hors champ d’application de la convention collective de travail du 16 avril 2012 instaurant le régime de pension sectoriel social pour les employés de l’industrie alimentaire.
- déclare sur l’honneur qu’à la date du 1^{er} janvier 2012 / 1^{er} janvier 2013 ¹, tou(te)s les employé(e)s ² relevant de la Commission Paritaire pour employés de l’industrie alimentaire sont soumis(es) à un (plusieurs) engagement(s) de pension conformément aux conditions reprises à l’article 4.2.1 / article 4.2.2 ³ de la convention collective de travail du 16 avril 2012 instaurant le régime de pension sectoriel social pour les employés de l’industrie alimentaire.
- marque son accord de fournir, sur simple demande de l’organisateur du régime de pension sectoriel social, Fonds 2^e Pilier CP 220, toutes les données que celui-ci estime nécessaires afin de contrôler l’exhaustivité et l’exactitude de cette déclaration et des données déclarées.
- s’engage également à communiquer immédiatement à l’organisateur toute modification du numéro d’entreprise (numéro BCE), du numéro ONSS ou du règlement de pension.

La preuve de l’équivalence du/des régime(s) de pension de l’entreprise est fournie au moyen de(s) l’attestation(s) ci-jointe(s) de l’actuaire qualifié de l’institution de pension qui gère le régime de pension de l’entreprise.

¹ Biffer la mention inutile

² Les employés, masculins et féminins, quel que soit leur âge, quelle que soit la nature de leur contrat de travail, dont le salaire est soumis aux cotisations de sécurité sociale selon les règles générales..

³ Biffer la mention inutile

Annexe 1 (suite)

Si l'entreprise a souscrit plusieurs plans d'entreprise pour les employés, une énumération de tous les plans de pension avec mention de la catégorie d'employés repris dans chacun de ces plans de pension est reprise ci-après :

| Plan de pension (numéro de police et organisme de pension) | Description catégorie employés |
|---|---------------------------------------|
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

Fait à le

Signature

**A renvoyer par lettre recommandée,
en même temps que l'attestation de l'actuaire,
au Fonds 2^e Pilier CP220, Grand'Place 10, 1000 Bruxelles,
au plus tard le 30 juin 2012.**

La date du cachet de la poste fait foi.

Annexe 2

**Attestation actuarielle – hors champ d’application – régime de pension sectoriel
employés industrie alimentaire**

Je, soussigné

Nom :

Actuaire, conformément aux conditions de l’article 40quinquies de la loi relative au contrôle
des entreprises d’assurance, de l’institution de pension :

Nom :

Siège social :

Numéro FSMA :

atteste par la présente que l’entreprise citée ci-dessous :

Nom :

Siège social :

numéro d’entreprise (numéro BCE) :

1. finance un régime de pension auprès de l’institution de pension citée ci-dessus;
2. que ce régime de pension a été instauré pour les employés relevant de la Commission
Paritaire pour employés de l’industrie alimentaire, et qui sont décrits dans le plan de
pension comme :

.....
.....

(description de la (des) catégorie(s) d’employés);

3. que ce régime de pension satisfait aux conditions d’équivalence telles que définies à
l’article 4.2.1 / article 4.2.2 (*)⁴ de la convention collective de travail du 16 avril 2012
instaurant le régime de pension sectoriel social pour les employés de l’industrie
alimentaire.

Fait à le

Signature

**A renvoyer par lettre recommandée,
en même temps que la déclaration de l’employeur,
au Fonds 2^e Pilier CP220, Grand’Place 10, 1000 Bruxelles,
au plus tard le 30 juin 2012.**

La date du cachet de la poste fait foi.

⁴ Biffer la mention inutile

**REGLEMENT DE PENSION POUR LES EMPLOYES
RELEVANT DE LA COMMISSION PARITAIRE 220**

Table des matières

| | |
|---|----|
| Table des matières | 1 |
| 1 Objet..... | 2 |
| 2 Effet dans le temps..... | 2 |
| 3 Affiliation | 2 |
| 4 Droits acquis de l'affilié sur les réserves | 2 |
| 5 L'organisme de pension et sa désignation..... | 3 |
| 6 La prime de pension et son utilisation..... | 3 |
| 6.1 Le montant de la prime de pension | 3 |
| 6.2 L'utilisation de la prime de pension | 3 |
| 6.3 Le rendement..... | 3 |
| 6.4 Participation bénéficiaire | 3 |
| 6.5 Tarifs..... | 4 |
| 6.6 Paiement..... | 4 |
| 7 Liquidation à l'échéance..... | 4 |
| 7.1 L'échéance normale | 4 |
| 7.2 Continuer à travailler après 65 ans ou report de l'échéance..... | 4 |
| 7.3 Liquidation anticipée..... | 4 |
| 8 Liquidation en cas de décès avant l'échéance | 4 |
| 9 L'affilié quitte le secteur avant l'échéance..... | 4 |
| 9.1 Sortie | 4 |
| 9.2 Options | 5 |
| 10 Le mode de liquidation | 5 |
| 11 Bénéficiaire..... | 6 |
| 11.1 Le bénéficiaire de la liquidation à l'échéance..... | 6 |
| 11.2 Le bénéficiaire de la liquidation en cas de décès..... | 6 |
| 11.3 Désignation du bénéficiaire | 6 |
| 12 Obligations de l'organisateur..... | 7 |
| 13 Obligations de l'affilié et de l'ayant droit..... | 7 |
| 14 Conséquences du non paiement des primes de pension | 7 |
| 15 Dispositions fiscales | 8 |
| 15.1 Généralités | 8 |
| 15.2 Législation fiscale applicable..... | 8 |
| 15.3 Statut fiscal de la prime de pension..... | 8 |
| 15.4 Taxation des prestations garanties..... | 8 |
| 16 Comité de surveillance | 9 |
| 17 Réserves provenant d'un emploi précédent..... | 9 |
| 18 Information | 9 |
| 18.1 Le règlement de pension | 9 |
| 18.2 Information annuelle | 9 |
| 18.3 Rapport de gestion | 10 |
| 18.4 Déclaration en matière de principes d'investissements | 10 |
| 18.5 Comptes annuels et rapport annuel de l'organisme de pension..... | 10 |
| 19 Fonds de financement..... | 10 |
| 20 Application de la loi relative à la protection de la vie privée..... | 11 |
| 21 Modification du présent règlement..... | 11 |
| 22 Dispositions finales..... | 11 |
| 23 Litiges et droit applicable..... | 11 |

1 Objet

L'engagement de pension a pour objectif de constituer un capital qui sera versé à l'affilié ou à son (ses) ayant(s) droit dans le cas où l'affilié décède avant l'échéance.

Sur demande de l'affilié ou de(s) ayant(s) droit, le capital peut être converti en une rente viagère.

Le présent règlement de pension détermine les droits et devoirs de l'organisateur, de l'organisme de pension, des employeurs, des affiliés et de leur(s) ayant(s) droit, ainsi que les conditions sous lesquelles ces droits peuvent être exercés.

Le règlement de pension doit être lu en lien avec le règlement de solidarité et le règlement financier.

2 Effet dans le temps

Le présent règlement de pension entre en vigueur au 1er janvier 2013.

3 Affiliation

L'affiliation est obligatoire pour tous les employés qui sont occupés avec un contrat de travail auprès d'un employeur auquel s'applique le régime de pension sectoriel social pour les employés de l'industrie alimentaire.

L'affiliation a lieu à la date à laquelle l'employé satisfait aux conditions d'affiliation et au plus tôt au 1^{er} janvier 2013.

4 Droits acquis de l'affilié sur les réserves

Les réserves qui sont constituées sur les comptes individuels sont acquises par l'affilié si des cotisations ont été payées au régime de pension sectoriel pendant au moins 132 jours ONSS, pas nécessairement consécutifs.

Si ce délai minimal d'affiliation n'est pas rempli au moment de la sortie de l'affilié, le nombre de jours ONSS pour lesquels des cotisations ont été payées au régime de pension sectoriel pour les ouvriers de l'industrie alimentaire sera le cas échéant pris en compte afin de vérifier s'il est satisfait au délai minimal d'affiliation.

Un affilié ayant obtenu la liquidation de ses montants assurés et qui devient ensuite à nouveau affilié est considéré comme un nouvel affilié.

Un affilié ayant choisi de transférer ses réserves acquises vers une autre organisme de pension et qui devient ensuite à nouveau affilié, est également considéré comme un nouvel affilié.

Le rachat des droits acquis avant l'échéance, l'anticipation, les avances sur les contrats et en nantissement ne sont pas autorisés.

Si l'affilié ou son (ses) ayant(s) droit n'a (n'ont) pas droit aux réserves constituées sur les comptes individuels, ces sommes seront versées dans le fonds de financement.

5 L'organisme de pension et sa désignation

La gestion de l'engagement de pension est confiée à un organisme de pension. La désignation de l'organisme de pension a lieu par convention collective de travail.

6 La prime de pension et son utilisation

6.1 Le montant de la prime de pension

Les primes en cas de retraite et de décès prématuré avant l'échéance sont financées par des primes de pension trimestrielles qui sont versées à l'organisme de pension par l'employeur en faveur de l'affilié.

L'ONSS est chargée de la perception de ces allocations de pension.

Les règles et modalités en matière de financement du régime de pension sectoriel social sont fixées dans un règlement financier. Ce règlement financier est annexé à une convention collective de travail.

6.2 L'utilisation de la prime de pension

Après déduction de tous les frais et charges fiscales et parafiscales applicables, la prime de pension est versée, pour chaque affilié, sur un compte individuel de pension pour une assurance d'un "capital différé avec remboursement de la réserve en cas de décès" (CDARR).

Le rendement a lieu:

- à partir du 1^{er} jour du 2^e trimestre suivant la fin du trimestre auquel les primes de pension se rapportent;
- jusqu'au jour où se produit le paiement de la pension complémentaire.

6.3 Le rendement

Le compte pension reçoit un rendement garanti par l'organisme de pension.

En cas de:

- sortie de l'affilié;
- liquidation pour cause de décès ou de pension;
- arrêt du régime de pension;
- transfert collectif des réserves vers un autre organisme de pension,

les réserves sont complétées si nécessaire afin d'atteindre le rendement exigé en exécution de l'article 24 de la LPC.

Le financement de ce montant est à charge du fonds de financement ou de l'organisateur si les moyens du fonds de financement s'avéraient insuffisants.

6.4 Participation bénéficiaire

L'organisme de pension peut procéder à l'octroi d'une participation bénéficiaire. Cette participation bénéficiaire sera versée sur le compte individuel de pension pour ce qui concerne la réserve présente sur le compte individuel, et dans le fonds de financement pour ce qui concerne les sommes qui y sont présentes.

6.5 Tarifs

Les tarifs appliqués sont ceux déposés par l'organisme de pension auprès de l'autorité de contrôle.

En cas de modification des tarifs, toute nouvelle prime et toute conversion en rentes seront calculées à l'aide du nouveau tarif.

6.6 Paiement

Après réception de toutes les données nécessaires, l'organisme de pension paiera les montants prévus le plus rapidement possible.

7 Liquidation à l'échéance

7.1 L'échéance normale

L'échéance, à laquelle le montant constitué sur le compte individuel de pension devient exigible et peut être converti en rente, est fixée au premier jour du mois qui suit le 65^e anniversaire de l'affilié.

7.2 Continuer à travailler après 65 ans ou report de l'échéance

Si l'affilié actif est au service d'un employeur après l'échéance normale de 65 ans, la prime de pension reste due tant qu'il reste en service, et une nouvelle échéance est fixée en prolongeant à chaque fois d'un an l'échéance antérieure.

L'affilié obtiendra alors la liquidation de son compte pension

- lorsqu'il prendra sa pension légale
- ou lorsque son contrat de travail avec l'employeur prendra fin.

Pour l'affilié qui est sorti avant l'échéance normale et a laissé sa réserve acquise auprès de l'organisme de pension (le dormant), la liquidation a toujours lieu à l'échéance normale, indépendamment du fait qu'il continue ou non à travailler après cette date.

7.3 Liquidation anticipée

L'affilié peut obtenir la liquidation anticipée des droits de pension au plus tôt à partir de l'âge de 60 ans et pour autant qu'il ne soit plus en service auprès d'un employeur auquel le régime de pension sectoriel social est applicable.

La liquidation anticipée entraîne l'extinction du droit à une liquidation en cas de décès avant l'échéance.

8 Liquidation en cas de décès avant l'échéance

Lorsqu'un affilié décède, son (ses) ayant(s) droit ont droit aux sommes constituées sur le compte individuel de pension au moment du décès.

9 L'affilié quitte le secteur avant l'échéance

9.1 Sortie

La sortie est réputée avoir lieu en cas de fin du contrat de travail avec un employeur soumis au présent règlement de pension, pour une autre raison que le décès ou le fait d'atteindre

l'échéance, à moins que, dans les deux trimestres, l'affilié reprenne le travail auprès d'un autre employeur auquel le présent règlement de pension est applicable.

9.2 Options

Lorsqu'il est mis fin au contrat de travail de l'affilié pour une autre raison que le décès ou le fait d'atteindre l'échéance, et que l'affilié ne reprend pas le travail dans les deux trimestres auprès d'un employeur auquel s'applique le présent règlement de pension, l'affilié dispose des options suivantes:

- a. soit laisser les réserves acquises sans modification de la promesse de pension auprès de l'organisme de pension et recevoir un capital à l'échéance ou en cas de décès;
- b. soit transférer les réserves acquises auprès de l'organisme de pension du nouvel employeur avec lequel il conclut un contrat de travail, s'il est affilié à l'engagement de pension de ce nouvel employeur;
- c. soit transférer les réserves acquises auprès d'un autre organisme de pension qui répartit entre les affiliés la totalité de ses bénéficiaires proportionnellement aux réserves, et qui limite les coûts par suite des règles fixées par l'arrêté royal du 14 novembre 2003 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs et aux dirigeants d'entreprise.

Si l'affilié n'opère pas de choix explicite dans les trente jours à compter de la notification par l'organisme de pension des options mentionnées ci-dessus, il est supposé avoir opté pour le maintien de ses réserves auprès de l'organisme de pension sans modification de l'engagement de pension (point a. ci-dessus).

10 Le mode de liquidation

L'affilié ou son (ses) ayant(s) droit est (sont) présumé(s) opter pour le versement des avantages assurés sous forme d'un capital.

L'affilié ou son (ses) ayant(s) droit peut (peuvent) demander que le capital qui lui (leur) revient soit converti en une rente viagère. L'importance de la rente viagère est déterminée sur base des tarifs appliqués par l'organisme de pension au moment de la conversion. Le choix d'un règlement sous forme de rente viagère doit être communiqué par l'affilié ou son (ses) ayant(s) droit, par écrit à l'organisme de pension, au plus tard un mois avant la date à laquelle la liquidation débute.

Suivant le choix de l'affilié ou de son (ses) ayant(s) droit, il peut s'agir d'une rente viagère qui ne sera payée qu'à lui (eux) ou, en cas de décès de l'affilié ou de son (ses) ayant(s) droit, d'une rente viagère transférable pour maximum 80% à l'époux (épouse) survivant(e) ou au partenaire avec lequel il cohabite légalement. L'affilié ou son (ses) ayant(s) peut (peuvent) opter pour une indexation annuelle fixe de la rente viagère avec un maximum de 2%.

Les rentes sont payées mensuellement le dernier jour de chaque mois, jusqu'au dernier jour précédant le décès de l'affilié ou du (des) ayant(s) droit.

Lorsque la rente viagère est inférieure à 500 EUR par an, le capital de pension est versé et l'affilié ou l'ayant droit ne peut pas choisir la conversion en rente viagère. Lorsque le montant annuel de la rente se situe entre 500 et 800,01 EUR, elle n'est pas payée mensuellement, mais en quatre parties égales à la fin de chaque trimestre. Les seuils mentionnés dans le présent paragraphe sont indexés selon les dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, avec comme base le 1er janvier 2004.

11 Bénéficiaire

11.1 Le bénéficiaire de la liquidation à l'échéance

Si l'affilié est en vie à l'échéance, le capital est versé à l'affilié lui-même.

Si les avantages en cas de vie ne sont pas réclamés par l'affilié dans les 30 ans à compter du fait d'avoir atteint l'échéance, ces avantages seront versés dans le fonds de financement.

11.2 Le bénéficiaire de la liquidation en cas de décès

Si l'affilié décède avant l'échéance, la liquidation prévue en cas de décès est versée à (aux) l'ayant(s) droit sur base de l'ordre de préférence suivant:

- l'époux(se) de l'affilié pour autant qu'il ne soit pas judiciairement séparé de corps et de biens ou séparé de fait, ou qu'il ne se trouve pas en instance de séparation de corps et de biens ou de divorce. Les époux sont considérés être séparés de fait lorsqu'il ressort des registres de la population qu'ils ont une adresse différente;
- à défaut, la personne qui cohabite légalement avec l'affilié au sens des articles 1475 à 1479 du Code civil, excepté si celle-ci est parente de l'affilié ou s'il a officiellement été mis fin à la cohabitation légale ou si une telle procédure est en cours;
- à défaut, les enfants de l'affilié dont la filiation est avérée ou ses enfants adoptifs ou, en remplacement, leurs descendants pour la partie qui serait revenue au bénéficiaire dont ils prennent la place;
- à défaut, les parents de l'affilié, chacun pour la moitié. En cas de décès de l'un d'eux, le capital revient au survivant;
- à défaut, le fonds de financement.

S'il y a plusieurs ayants droit, le capital prévu est réparti entre eux à parts égales.

Si l'affilié et l'ayant droit décèdent sans que l'ordre des décès puisse être déterminé, le capital décès est versé aux remplaçants du (des) ayant(s) droit..

Si le décès de l'affilié résulte d'un acte délibéré imputable à ou incité par un (des) ayants droit, celui-ci est automatiquement supprimé comme ayant droit.

Si les avantages en cas de décès ne sont pas réclamés par l' (les) ayant(s) droit dans les 3 ans du décès de l'affilié, ces avantages sont versés dans le fonds de financement.

11.3 Désignation du bénéficiaire

Dans le respect des dispositions légales et sans que la responsabilité de l'organisateur ou de l'organisme de pension puisse être engagé pour une éventuelle contestation, l'affilié peut toujours déroger à cet ordre de préférence ou même désigner un bénéficiaire. L'affilié doit communiquer cette dérogation par écrit à l'organisateur, au moyen d'une lettre recommandée, la dernière lettre recommandée reçue par l'organisateur l'emportant. A défaut de répartition des prestations, celles-ci seront réparties en parts égales.

L'acceptation écrite du bénéfice par la personne concernée rend cette désignation irrévocable sans l'accord de cette dernière. S'il n'y a pas d'acceptation écrite du bénéfice, la désignation du bénéficiaire peut être librement révoquée. Toute révocation doit avoir lieu selon la même procédure que ci-dessus.

12 Obligations de l'organisateur

L'organisateur s'engage, envers tous les employeurs et affiliés, à faire tout ce qui est nécessaire pour la bonne exécution du présent régime de pension. Il transférera aussi vite que possible les primes de pension perçues auprès de l'employeur à l'organisme de pension. De plus, il transmettra toutes les données nécessaires à la gestion du régime de pension.

A cet effet, l'organisateur fait usage des données personnelles telles qu'elles lui sont communiquées du réseau de la Sécurité Sociale par la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, ainsi que des modifications des données précitées qui se produisent pendant la durée de l'affiliation.

13 Obligations de l'affilié et de l'ayant droit

Sur simple demande, l'affilié ou l'ayant droit transmettra toutes les informations et pièces justificatives manquantes devant permettre à l'organisme de pension d'exécuter ses obligations à l'égard de l'affilié ou de ses ayants droit.

Tant que l'affilié ne transmet pas ces informations ou pièces justificatives, l'organisateur et l'organisme de pension ne pourront pas exécuter leurs obligations envers l'affilié en ce qui concerne la pension complémentaire décrite dans le présent règlement. Dans ce cas, il ne peut être question d'aucune forme d'indemnité ou d'intérêt de retard pour un éventuel paiement tardif des droits.

Si l'affilié ou l' (les) ayant(s) droit ne se manifestent pas spontanément et dans un délai raisonnable, l'organisateur et l'organisme de pension s'acquitteront de toutes leurs obligations légales de recherche de l'affilié et du (des) ayant(s) droit. Ni l'organisme de pension ni l'organisateur ne peuvent être tenus pour responsables si ces recherches demeurent sans résultat.

L'affilié et l'ayant droit restent responsables des informations qu'ils transmettent. La responsabilité de l'organisateur et de l'organisme de pension ne peut être engagée par rapport aux conséquences d'une information tardive ou fautive.

14 Conséquences du non paiement des primes de pension

Via l'organisateur, l'ONSS transmettra à l'organisme de pension les primes de pension dues.

Au plus tard dans les 3 mois suivant la date à laquelle il est informé d'un retard de paiement, l'organisme de pension avertira chaque affilié au moyen d'une lettre envoyée à son adresse personnelle.

15 Dispositions fiscales

15.1 Généralités

L'information reprise au présent article est dispensée à titre strictement indicatif et sous réserve d'éventuelles modifications ou interprétation dans la législation ou la réglementation fiscale.

15.2 Législation fiscale applicable

Lorsque l'affilié et l'ayant droit sont domiciliés en Belgique et que l'employeur est établi en Belgique, la législation fiscale belge est d'application tant aux cotisations de pension qu'aux allocations.

Si ce n'est pas le cas, les charges fiscales et/ou sociales pourraient être dues sur base d'une législation étrangère, en exécution des conventions internationales en vigueur en la matière.

15.3 Statut fiscal de la prime de pension

Sur base de la législation fiscale belge en vigueur à la date de la prise d'effet du présent règlement de pension, les cotisations des employeurs constituent en principe des frais professionnels déductibles à l'impôt des sociétés, et ne donnent pas lieu à perception supplémentaire à l'impôt des personnes morales, ni à un avantage immédiatement imposable pour l'affilié.

Sauf dispositions légales contraires, le montant, exprimé en rente annuelle,

- des allocations prévues à l'occasion de la retraite en exécution du présent règlement de pension,
- de la pension légale et
- d'autres allocations complémentaires de pension auxquelles l'affilié a droit

ne peut cependant dépasser 80% du dernier salaire annuel brut normal, en tenant compte de la durée normale d'une activité professionnelle, d'une transmissibilité de la rente en faveur du conjoint survivant de 80%, et d'une indexation de la rente.

La durée normale d'une activité professionnelle est fixée à 40 ans. Le dernier salaire annuel brut normal est le salaire annuel brut qui, au vu des salaires précédents de l'affilié, peut être considéré comme normal et qui lui est payé ou octroyé au cours de la dernière année précédant sa retraite et pendant laquelle il a effectué une activité professionnelle normale.

Si un employeur prévoyait pour un affilié encore d'autres avantages complémentaires de pension que ceux résultant du présent règlement de pension, un éventuel dépassement de la limite fiscale autorisée sera imputé sur le financement de ces autres avantages de pension.

15.4 Taxation des prestations garanties

La taxation des prestations garanties est à charge du bénéficiaire. Le paiement de la participation bénéficiaire est exonérée d'impôt pour les personnes physiques pour autant qu'il soit versé en même temps que les capitaux ou rentes qui résultent du présent règlement. Les prestations versées seront imposées conformément aux dispositions légales applicables au moment du paiement.

Chaque impôt ou taxe, actuel ou futur, applicable au présent règlement ou dû suite à l'exécution de celui-ci, est dû conformément aux dispositions de la législation qui l'introduit. En cas de décès de l'affilié, les montants perçus par les bénéficiaires font l'objet d'une déclaration auprès de l'Administration de la TVA, de l'Enregistrement et des Domaines, de sorte que les éventuels droits de succession puissent être prélevés dessus.

16 Comité de surveillance

Si l'organisme de pension n'est pas administré de manière paritaire, un comité de surveillance est constitué, composé pour moitié de membres représentant les travailleurs auxquels est fait le présent engagement de pension, désignés conformément aux dispositions de la LPC.

Ce comité de surveillance veille à la bonne exécution de l'engagement de pension par l'organisme de pension et est chaque année mis en possession du rapport de gestion avant que l'organisme de pension mette celui-ci à disposition de l'organisateur.

Dans le cas où les cotisations sont versées dans un fonds séparé de l'organisme de pension, le comité de surveillance décide annuellement quel pourcentage des bénéfices réalisés dans le fonds séparé sera octroyé aux affiliés en tant que participation bénéficiaire.

17 Réserves provenant d'un emploi précédent

Si un affilié, lors de son affiliation, souhaite transférer ses réserves acquises relatives à un emploi précédent, pour autant que ces réserves tombent dans le champ d'application de la LPC, auprès de l'actuel régime de pension sectoriel social, il en informera l'organisateur et l'organisme de pension et transférera ses réserves à cette dernière. L'organisme de pension gèrera ces réserves conformément aux dispositions de la LPC.

18 Information

18.1 Le règlement de pension

Sur simple demande de leur part, l'organisateur met le texte du règlement de pension à disposition des affiliés.

18.2 Information annuelle

Fiche de pension

Chaque année, l'organisme de pension informe chaque affilié au moyen d'une fiche de pension

- du montant des primes de pension,
- des réserves et prestations acquises,
- de la date d'exigibilité,
- du montant des réserves acquises de l'année écoulée,
- d'éventuelles autres données, comme déterminées avec l'accord conjoint du comité de surveillance et de l'organisme de pension.

Aperçu historique

Sur simple demande de l'affilié, l'organisme de pension communique un aperçu historique des données précitées relatives à l'affiliation auprès de l'organisme de pension.

Information concernant les montants en rente

Pour tous les affiliés à partir de 45 ans, l'organisme de pension communique au moins tous les 5 ans le montant du capital escompté à l'échéance normale en cas de retraite et, si le capital peut être converti en rente conformément aux dispositions du présent règlement de pension, la rente escomptée à l'échéance normale.

Cette communication ne vaut pas notification d'un droit à une pension complémentaire.

18.3 Rapport de gestion

Chaque année, l'organisme de pension élabore un rapport sur la gestion de l'engagement de pension. Il reprend entre autres les informations suivantes:

- le mode de financement de l'engagement de pension et les modifications structurelles dans ce financement;
- la stratégie d'investissement à long et court terme et la mesure dans laquelle elle tient compte des aspects sociaux, éthiques et environnementaux;
- le rendement des investissements;
- la structure des coûts;
- la répartition des bénéfices.

Sur simple demande de leur part, l'organisateur met le texte du rapport de gestion à disposition des affiliés.

18.4 Déclaration en matière de principes d'investissements

L'organisme de pension élabore une déclaration écrite avec les principes de sa politique d'investissement. Il revoit cette déclaration au moins tous les trois ans et immédiatement après toute modification importante de la politique d'investissement.

Cette déclaration contient les méthodes de pondération appliquées pour les risques d'investissement, les procédures de gestion des risques et la dispersion stratégique des actifs à la lumière de la nature et de la durée des obligations de pension.

La déclaration en matière de principes d'investissements est mise à disposition de l'organisateur qui la communique aux affiliés sur simple demande.

18.5 Comptes annuels et rapport annuel de l'organisme de pension

L'organisme de pension tient les comptes annuels et le rapport annuel de l'organisme de pension, et aussi le cas échéant ceux qui correspondent au régime de pension concerné, à disposition de l'organisateur, qui les communique aux affiliés sur simple demande.

19 Fonds de financement

Le fonds de financement est géré par l'organisme de pension et perçoit le même rendement global (prorata temporis) que celui octroyé aux réserves mathématiques.

Le fonds est financé par :

- les primes de pension qui sont transmises à l'organisme de pension par l'ONSS via l'organisateur;
- les réserves auxquelles l'affilié ne peut pas prétendre;
- les capitaux décès dont le fonds de financement est l'ayant droit;
- les intérêts et la participation bénéficiaire alloués.

Le fonds est débité pour:

- les versements trimestriels alloués aux polices individuelles "capital différé avec remboursement de la réserve en cas de décès";
- les suppléments nécessaires pour atteindre le rendement requis dont question à l'article 24 de la LPC;
- tout autre montant décidé par l'organisateur, pour autant qu'il soit consacré à une augmentation des avantages des affiliés.

Chaque année, l'organisme de pension fournit un rapport sur la gestion du fonds de financement à l'organisateur, reprenant tous les mouvements financiers, leur date valeur et leur motif.

Dans les possibilités légales, l'organisateur décide de la destination du fonds de financement. Le fonds est destiné aux affiliés et/ou leurs ayants droit et ses avoirs ne peuvent jamais, même partiellement, être reversés à l'organisateur.

Le fonds de financement ne peut jamais afficher de solde négatif. Toute opération qui porterait le solde du fonds à un montant négatif est reportée jusqu'à ce que les moyens financiers du fonds permettent de la réaliser. Si l'organisme de pension constate l'impossibilité de réaliser une opération, il en informe immédiatement l'organisateur, qui doit prendre les mesures adaptées.

20 Application de la loi relative à la protection de la vie privée

L'organisateur communique un certain nombre de données personnelles à l'organisme de pension pour gérer le régime de pension sectoriel social. L'organisme de pension traite ces données de manière confidentielle. Elles peuvent uniquement être utilisées pour la gestion du régime de pension sectoriel social, à l'exclusion de tout autre objectif, commercial ou non.

Toute personne dont les données personnelles sont conservées a le droit de les consulter et d'en demander la rectification. Elle doit pour ce faire s'adresser par écrit à l'organisme de pension ou à l'organisateur, et ajouter une copie de sa carte d'identité.

21 Modification du présent règlement

Le présent règlement de pension peut être modifié ou il peut y être mis fin par une convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire compétente.

Une modification ou la fin du règlement de pension ne peut en aucun cas conduire à une diminution des réserves acquises.

En cas de suppression du régime de pension, si les réserves disponibles auprès de l'organisme de pension, y compris le solde du fonds de financement, dépassent la somme de toutes les réserves acquises, les affiliés acquièrent une part du surplus en réserves disponibles en proportion de leurs réserves acquises. Les mêmes règles sont appliquées en cas de disparition de l'organisateur.

En cas de suppression du règlement de pension, les contrats des affiliés actifs seront convertis en contrats du type "capital différé avec remboursement des réserves en cas de décès" mais sans poursuite du paiement des cotisations pour les affiliés.

22 Dispositions finales

Le présent règlement de pension est complété d'un contrat de gestion conclu entre l'organisateur et l'organisme de pension contenant les obligations des parties impliquées, les procédures administratives et les règles tarifaires.

En cas de contradiction, les dispositions du présent règlement de pension priment.

23 Litiges et droit applicable

Le droit belge est applicable au présent règlement. Les éventuels conflits entre parties à ce sujet relèvent de la compétence des tribunaux belges.

* * *

**REGLEMENT DE SOLIDARITE POUR LES EMPLOYES OCCUPES
EN COMMISSION PARITAIRE 220**

Table des matières

| | |
|---|----------|
| Table des matières | 1 |
| 1 Objet | 2 |
| 2 Effet dans le temps | 2 |
| 3 Affiliation | 2 |
| 4 L'organisme de solidarité et sa désignation | 2 |
| 5 Les prestations de solidarité | 2 |
| 5.1 <i>Allocations en cas de perte de revenus consécutive au décès de l'affilié au cours de sa carrière professionnelle</i> | 3 |
| 5.2 <i>Financement de la constitution de la pension complémentaire pendant la période précédant la faillite de l'employeur</i> | 3 |
| 5.3 <i>Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenus consécutive à une incapacité de travail</i> | 3 |
| 5.4 <i>Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de chômage économique</i> | 4 |
| 6 Financement des prestations de solidarité | 4 |
| 7 Conséquences du non paiement de la cotisation de solidarité | 4 |
| 8 Gestion des prestations de solidarité | 4 |
| 9 Modification | 5 |
| 10 Conséquences en cas de fin | 5 |
| 11 Information | 6 |
| 11.1 <i>Le règlement de solidarité</i> | 6 |
| 11.2 <i>Le rapport de gestion</i> | 6 |
| 12 Application de la loi relative à la protection de la vie privée | 6 |
| 13 Litiges et droit applicable | 6 |

1 Objet

L'engagement de solidarité a pour objectif d'octroyer aux affiliés ou à leurs ayants droit des prestations de solidarité complémentaires.

Le présent règlement de solidarité fixe les droits et devoirs de l'organisateur, de l'organisme de solidarité, des employeurs, des affiliés et de leur(s) ayant(s) droit, et les conditions auxquelles ces droits peuvent être exercés.

Le règlement de solidarité doit être lu en lien avec le règlement de pension et le règlement financier.

2 Effet dans le temps

Le présent règlement de solidarité entre en vigueur le 1er janvier 2013.

3 Affiliation

Pour pouvoir prétendre aux prestations de solidarité, les conditions suivantes doivent être cumulativement remplies au moment où se produit l'événement ouvrant le droit :

- l'employé(e) doit être occupé dans les liens d'un contrat de travail auprès d'un employeur tombant dans le champ d'application du régime de pension sectoriel social de l'organisateur ;
- des cotisations doivent être payées pour l'employé(e) au régime de pension sectoriel social pendant au moins 132 jours ONSS, pas forcément consécutifs.

Si ce délai minimal d'affiliation n'est pas rempli au moment où l'événement ouvrant le droit aux prestations de solidarité se produit, le nombre de jours ONSS pour lesquels des cotisations ont été payées au régime de pension sectoriel pour les ouvriers de l'industrie alimentaire sera le cas échéant pris en compte afin de vérifier s'il est satisfait au délai minimal d'affiliation.

Un affilié ayant obtenu la liquidation de ses montants assurés dans le cadre de son engagement de pension et qui devient ensuite à nouveau affilié est considéré comme un nouvel affilié.

Un affilié ayant choisi de transférer ses réserves acquises dans le cadre de son engagement de pension vers un autre organisme de pension et qui devient ensuite à nouveau affilié, est également considéré comme un nouvel affilié.

4 L'organisme de solidarité et sa désignation

La gestion de l'engagement de solidarité est confiée à un organisme de solidarité. La désignation de l'organisme de solidarité a lieu par convention collective de travail.

5 Les prestations de solidarité

Toutes les sommes, avantages et allocations qui découlent du présent règlement de solidarité constituent des montants bruts, sur lesquels toutes les retenues, prélèvements, cotisations et impôts dus par la loi doivent être déduits. Toutes ces retenues, prélèvements, cotisations et impôts sont à charge des affiliés ou de leur(s) ayant(s) droit.

Les prestations de solidarité suivantes sont fixées :

5.1 Allocations en cas de perte de revenus consécutive au décès de l'affilié au cours de sa carrière professionnelle

En cas de décès de l'affilié au cours de sa carrière professionnelle, un montant de 1.250,00 euros sera octroyé en compensation de la perte de revenus.

Si le décès de l'affilié est précédé par une période indemnisée pour cause de maladie ou d'accident, le décès doit alors avoir lieu dans les cinq ans après la date de commencement de la période indemnisée pour cause de malade ou d'accident..

Il est uniquement tenu compte des périodes d'incapacité de travail qui débutent au plus tôt après le 1er janvier 2013.

Ce montant unique est ajouté à l'allocation octroyée en cas de décès en vertu du régime de pension sectoriel social, et est versé au bénéficiaire selon les modalités du règlement de pension du régime de pension sectoriel social.

Cette prestation est acquittée de la même manière que prévu dans le règlement de pension. Les demandes introduites plus de trois ans après la date du décès de l'affilié ne seront plus prises en compte pour la prestation de solidarité en question.

5.2 Financement de la constitution de la pension complémentaire pendant la période précédant la faillite de l'employeur

Lorsque l'ONSS perçoit des fonds insuffisants pour la constitution de pension prévue dans le règlement de pension, ces allocations de pension manquantes sont versées sur le compte individuel de pension.

Les insuffisances sont prises en charge par le fonds de solidarité dans le respect de la législation en vigueur pour une période d'au maximum un mois à dater de la déclaration de faillite.

Cette prestation est acquittée sans que l'affilié doive introduire de demande à cet effet et est ajoutée aussi vite que possible sur le compte de pension de l'affilié.

5.3 Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenus consécutive à une incapacité de travail

Lorsque l'affilié est victime d'une incapacité de travail, dont la durée est d'au moins 200 jours après la période de salaire garanti, sur une période de cinq trimestres consécutifs, une somme unique de 150,00 euros est versée sur le compte individuel de pension de l'affilié.

Un affilié ne peut recevoir qu'une fois cette indemnité au cours de sa carrière. Il sera exclusivement tenu compte des périodes d'incapacité de travail qui débutent au plus tôt après le 1^{er} janvier 2013.

Cela concerne l'incapacité de travail, telle que couverte par les codes 50, 51, 60 et 61 de la DMFA-LPC :

- Code 50: maladie (maladie ou accident de droit commun et congé prophylactique)
- Code 51 : congé de maternité
- Code 60: accident du travail
- Code 61: maladie professionnelle

Cette prestation est acquittée sans que l'affilié doive introduire de demande à cet effet et est ajoutée aussi vite que possible sur le compte de pension de l'affilié.

5.4 Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de chômage économique

Pendant la période de chômage temporaire, un montant de 0,70 euro par jour de chômage économique est versé sur le compte individuel de pension de l'affilié.

Il est exclusivement tenu compte des périodes de chômage temporaire qui débutent au plus tôt après le 1er janvier 2013.

Il s'agit du chômage temporaire, tel que couvert par le code 71 de la DMFA-LPC.

Cette prestation est acquittée sans que l'affilié doive introduire de demande à cet effet et est ajoutée aussi vite que possible sur le compte de pension de l'affilié.

6 Financement des prestations de solidarité

Les prestations de solidarité sont financées par une cotisation de solidarité équivalant à au moins 4,4 % de la prime de pension due en exécution du régime de pension sectoriel de l'organisateur. Cette cotisation de solidarité est perçue par l'ONSS en même temps que la prime de pension et transmise à l'organisme de solidarité via l'organisateur.

Les règles et modalités en matière de financement du régime de pension sectoriel social sont fixées dans un règlement financier. Ce règlement financier est annexé à une convention collective de travail.

7 Conséquences du non paiement de la cotisation de solidarité

Au plus tard dans les 3 mois suivant la date où il est informé d'un retard de paiement, l'organisme de solidarité avertira chaque affilié au moyen d'un courrier envoyé à son adresse personnelle.

8 Gestion des prestations de solidarité

L'organisateur s'engage envers tous les employeurs et affiliés à faire tout ce qui est nécessaire pour la bonne exécution du présent régime de solidarité. Il transmettra aussi rapidement que possible les primes de pension perçues auprès de l'employeur à l'organisme de solidarité. De plus, il transmettra toutes les données nécessaires à la gestion du régime de solidarité.

A cette fin, l'organisateur utilise les données personnelles telles que communiquées du réseau de la Sécurité Sociale par la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale à l'organisateur, ainsi que les modifications se produisant dans les données précitées pendant la durée de l'affiliation.

L'organisateur est mandaté pour transmettre à l'organisme de solidarité toutes les informations et pièces justificatives nécessaires à la bonne exécution du présent règlement.

Sur simple demande, l'affilié transmettra toutes les informations et pièces justificatives manquantes nécessaires pour que l'organisme de solidarité puisse remplir ses obligations envers l'affilié ou ses ayants droit. Si l'affilié ne transmet pas ces informations ou pièces justificatives, l'organisateur et l'organisme de solidarité seront alors déliés de leurs obligations envers l'affilié, en rapport avec l'avantage décrit dans le présent règlement.

Le fonds de solidarité d'où les prestations de solidarité sont puisées est un système de réserve collective géré conformément aux objectifs et dispositions définis dans le présent règlement.

Le fonds de solidarité appartient à l'ensemble des affiliés.

Si, pour l'une ou l'autre raison, un employeur ou un employé cesse de faire partie du champ d'application du présent règlement de solidarité, il ne peut d'aucune manière prétendre aux avoirs du fonds de solidarité.

Le fonds de solidarité et les prestations de solidarité sont gérés conformément aux dispositions de la législation en vigueur en la matière. Pour ce faire, l'organisme de solidarité gèrera les comptes du fonds de solidarité séparément des autres activités.

Les revenus des comptes du fonds de solidarité peuvent se composer:

- des cotisations de solidarité en exécution du présent règlement de solidarité
- d'éventuelles autres sommes versées par l'organisateur
- des rendements financiers du (des) compte(s) du fonds de solidarité.

Les dépenses des comptes du fonds de solidarité peuvent se composer:

- des allocations des prestations de solidarité déterminées dans le présent règlement
- du financement des primes destinées à l'assurance que l'organisme de solidarité conclurait pour les prestations de solidarité déterminées dans le présent règlement
- des coûts de gestion de l'engagement de solidarité.

A la fin de chaque année comptable, l'organisme de solidarité dresse un compte de résultat ainsi qu'un bilan de l'actif et du passif du fonds de solidarité et envoie ces pièces à la FSMA dans le mois suivant leur approbation.

9 Modification

Les prestations de solidarité, telles que décrites dans le présent règlement, peuvent à tout moment être adaptées aux moyens disponibles en vue du maintien de l'équilibre financier conformément aux dispositions légales. Pour ce faire, l'organisateur prendra l'initiative d'adapter le présent règlement.

Une modification du règlement de solidarité est fixée dans une convention collective de travail, comme prévu par la réglementation en vigueur en la matière.

L'engagement de solidarité ne donne pas lieu à la constitution de droits acquis ni en cas de sortie, ni en cas de modification ou de suppression du règlement de solidarité.

Une modification de l'organisme de solidarité et l'éventuel transfert de réserves qui y est lié sont soumis aux conditions telles que prévues dans la LPC. Le cas échéant, l'organisateur informe les affiliés ainsi que la FSMA de la modification de l'organisme de solidarité.

10 Conséquences en cas de fin

En cas d'arrêt du régime de pension sectoriel, les réserves du volet solidarité seront réparties entre les affiliés au pro rata de leurs réserves acquises dans le régime de pension et utilisées comme une cotisation sur le compte individuel de pension, après déduction des provisions pour les prestations de solidarité en cours et pour les frais à prévoir en rapport avec la suppression du régime de solidarité.

Si le présent règlement de solidarité n'est plus applicable à un organisateur ou un employeur, celui-ci ne peut d'aucune manière prétendre à une partie des avoirs se trouvant sur les comptes du fonds de solidarité.

11 Information

11.1 Le règlement de solidarité

Sur simple demande des affiliés, l'organisateur met le texte du règlement de solidarité à leur disposition.

11.2 Le rapport de gestion

Chaque année, l'organisme de solidarité dresse un rapport sur la gestion de l'engagement de solidarité.

Sur simple demande des affiliés, l'organisateur met le texte du rapport de gestion à leur disposition.

12 Application de la loi relative à la protection de la vie privée

L'organisateur transmet un certain nombre de données personnelles à l'organisme de solidarité afin de gérer le régime de solidarité. L'organisme de solidarité s'engage à traiter ces données de manière confidentielle. Elles peuvent exclusivement être utilisées pour la gestion du régime de solidarité, à l'exclusion de tout autre objectif, commercial ou non.

Toute personne dont les données personnelles sont conservées, a le droit de les consulter et d'en demander rectification. Dans ce cas, elle doit s'adresser par écrit à l'organisateur ou à l'organisme de solidarité, et joindre une copie de sa carte d'identité.

13 Litiges et droit applicable

Le droit belge est applicable au présent règlement de solidarité. Les éventuels différends entre parties à ce sujet relèvent de la compétence des tribunaux belges.

* * *

**REGLEMENT FINANCIER POUR LES EMPLOYES OCCUPES
EN COMMISSION PARITAIRE 220**

Table des matières

| | |
|--|----------|
| Table des matières | 1 |
| 1 Objet..... | 2 |
| 2 Effet dans le temps | 2 |
| 3 Cotisations et pourcentages de cotisation | 2 |

1 Objet

Le présent règlement financier fixe les règles et modalités de financement du régime de pension sectoriel social.

Le règlement financier doit être lu en lien avec le règlement de pension et le règlement de solidarité.

2 Effet dans le temps

Le présent règlement financier entre en vigueur le 1er janvier 2013.

3 Cotisations et pourcentages de cotisation

Les cotisations pour le financement du régime de pension sectoriel social s'élèvent aux pourcentages cités ci-dessous calculés sur le salaire de référence, à savoir les salaires bruts soumis aux cotisations de sécurité sociale (x 100 %).

Les pourcentages de cotisation cités pour les engagements de pension et de solidarité contiennent tous les frais administratifs et tous les frais imputés par l'institution de pension et de solidarité, à l'exception cependant des cotisations ONSS et des taxes éventuelles.

Aperçu des pourcentages de cotisation :

| Période | Pourcentage de cotisation pour l'engagement de pension | Pourcentage de cotisation pour l'engagement de solidarité | Pourcentage de cotisation à percevoir par l'ONSS |
|--|--|---|--|
| A partir du 1 ^{er} trimestre 2013 | 0,76 % du salaire de référence | 0,03 % du salaire de référence | 0,79 % du salaire de référence |
| A partir du 1 ^{er} trimestre 2014 | 0,38 % du salaire de référence | 0,02 % du salaire de référence | 0,40 % du salaire de référence |

* * *

Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 april 2012 tot
invoering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

1. Voorwerp

- 1.1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als enig onderwerp de invoering vanaf 1 januari 2013 van een sociaal sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden tewerkgesteld in de voedingsnijverheid.
- 1.2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten met toepassing van artikel 10 van de Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingsstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (B.S. 15 mei 2003, ed. 2, p. 26407, erratum B.S. 26 mei 2003) en diens uitvoeringsbesluiten.

2. Algemeen verbindendverklaring

De partijen vragen de algemeen verbindendverklaring aan.

3. Begrippen en definities

- 3.1. Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst en haar bijlagen worden verstaan onder :
 - 3.1.1. Aangeslotene :
 - 3.1.1.1. de "actieve aangeslotene": de bediende waarvoor de inrichter een pensioenstelsel heeft ingevoerd, en die aan de aansluitingsvoorwaarden van het pensioen- of het solidariteitsreglement voldoet
 - 3.1.1.2. de "slaper" : het gewezen personeelslid dat nog steeds actuele of uitgestelde rechten geniet overeenkomstig het pensioenreglement
 - 3.1.2. Bedienden : de mannelijke en vrouwelijke bedienden, ongeacht leeftijd, ongeacht de aard van de arbeidsovereenkomst, van wie het loon volgens de algemene regels onderworpen is aan de sociale zekerheidsbijdragen.
 - 3.1.3. FSMA : Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten
 - 3.1.4. KBO : Kruispuntbank van de ondernemingen
 - 3.1.5. Refertejaarloon : het loon van een kalenderjaar waarop sociale zekerheidsbijdragen verschuldigd zijn;
 - 3.1.6. RSZ : Rijksdienst voor Sociale Zekerheid
 - 3.1.7. Toezegging van het type "vaste bijdragen" : de verbintenis tot het betalen van voorafgestelde bijdragen; de "cash balance" stelsels, waarbij de prestatie wordt bepaald door verwijzing naar een forfaitair spaarbedrag gekapitaliseerd aan een theoretisch rendement, worden gelijk gesteld met toezeggingen van het type "vaste bijdragen";

- 3.1.8. Toezegging van het type “vaste prestaties” : de verbintenis tot het uitkeren van een bepaalde prestatie in rente of kapitaal;
- 3.1.9. Verworven prestatie : de prestatie waarop de aangeslotene aanspraak kan maken overeenkomstig het pensioenreglement indien hij bij zijn uittreding zijn verworven reserve bij de pensioeninstelling laat.
- 3.1.10. Verworven reserve : de reserve waarop de aangeslotene op een bepaald ogenblik recht heeft overeenkomstig het pensioenreglement.
- 3.1.11. WAP : de Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingsstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (B.S. 15 mei 2003, ed. 2, p. 26407, erratum B.S. 26 mei 2003) en diens uitvoeringsbesluiten.

3.2. De hierboven vermelde begrippen en andere die in deze collectieve arbeidsovereenkomst en haar bijlagen opgenomen zijn, moeten worden opgevat in hun betekenis zoals verduidelijkt in de WAP.

4. Toepassingsgebied

- 4.1. Behoudens andersluidende bepaling is deze collectieve arbeidsovereenkomst van toepassing op de werkgevers en hun bedienden die ressorteren onder het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid .
- 4.2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werkgevers en hun bedienden van ondernemingen waar :
- 4.2.1. ofwel alle bedienden, op datum van 1 januari 2013 onderworpen zijn aan één of meerdere ondernemingspensioenstelsels die ten laatste op 1 januari 2013 gelijkwaardig of beter is of zijn dan het sociaal sectoraal pensioenstelsel, onder de voorwaarden vermeld in artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst;
- 4.2.2. ofwel alle bedienden, op datum van 1 januari 2012 onderworpen zijn aan één of meerdere ondernemingspensioenstelsels die ten laatste op 1 januari 2012 gelijkwaardig of beter is of zijn dan het sociaal sectoraal pensioenstelsel, onder de voorwaarden vermeld in artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, met dien verstande dat voor stelsels van aanvullend pensioen met toezeggingen van het type “vaste bijdragen”, voor de jaren 2012 en 2013 de bijdrage minstens gelijk is aan 0,38 % en vanaf het jaar 2014 de bijdrage minstens gelijk is aan deze zoals voorzien voor het sociaal sectoraal pensioenstelsel; Deze bijdrage omvat noch de taksen noch de RSZ-bijdrage, maar wel de door de pensioeninstelling aangerekende tarifaire beheerskosten.
- 4.3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is evenmin van toepassing op de werkgevers en hun bedienden van ondernemingen:
- 4.3.1. die op 1 juli 2012 of nadien ontstaan ten gevolge van een juridische wijziging zoals fusie, splitsing of overname, en waarbij een deel of het geheel van de bedienden vóór deze gebeurtenis buiten het toepassingsgebied vielen op grond van artikel 4.2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst
- 4.3.2. en die op de in artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bepaalde wijze aantonen dat alle bedienden, na de vermelde gebeurtenis, onderworpen zijn aan één of meerdere ondernemingspensioenstelsels die gelijkwaardig of beter is of zijn dan het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

4.4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is evenmin van toepassing op de werkgevers en hun bedienden van ondernemingen :

4.4.1. die vóór 1 juli 2012 een aanvullend pensioenplan voor een deel of het geheel van de bedienden van de onderneming voorzien en vanaf 1 juli 2012 onder het toepassingsgebied van het Paritair Comité voor bedienden uit de voedingsnijverheid vallen

4.4.2. en die op de in artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bepaalde wijze aantonen dat alle bedienden, na de vermelde gebeurtenis, onderworpen zijn aan één of meerdere aanvullende pensioenstelsels die gelijkwaardig of beter is of zijn dan het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

4.5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is evenmin van toepassing op de werkgevers en hun bedienden

4.5.1. die op 1 juli 2012 of nadien een wijziging van KBO of RSZ nummer ondergaan, zonder juridische wijziging, en die reeds vóór deze gebeurtenis buiten het toepassingsgebied vielen op grond van artikel 4.2, 4.3 of 4.4. van deze collectieve arbeidsovereenkomst

4.5.2. en die op de in artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bepaalde wijze aantonen dat alle bedienden, op het ogenblik van de wijziging, onderworpen zijn aan één of meerdere ondernemingspensioenstelsels die gelijkwaardig of beter is of zijn dan het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

5. Voorwaarden om buiten het toepassingsgebied te vallen

5.1. Vormvereisten

5.1.1. De werkgever die artikel 4.2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst wil toepassen, dient ten laatste op 30 juni 2012 per aangetekend schrijven een verklaring en een actuariael attest op te sturen naar de inrichter van het sociaal sectoraal pensioenstelsel. De datum van de poststempel geldt als bewijs.

5.1.2. De werkgever die artikel 4.3, 4.4 of 4.5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst wil toepassen, stuurt binnen de drie maanden volgend op de gebeurtenis per aangetekend schrijven een verklaring en een actuariael attest naar de inrichter van het sociaal sectoraal pensioenstelsel. De datum van de poststempel geldt als bewijs.

5.1.3. Op straf van ongeldigheid dienen de verklaring en het attest

5.1.3.1. opgesteld te zijn volgens de bijgevoegde modellen,

5.1.3.2. correct en volledig ingevuld, gedagtekend en ondertekend te zijn door respectievelijk de werkgever en een actuaaris die aangeduid is door de pensioeninstelling van de werkgever,

5.1.3.3. en tijdig ingediend te zijn.

5.2. Inhoudelijke vereisten

5.2.1. De gelijkwaardigheid aan het sociaal sectoraal pensioenstelsel voor alle bedienden wordt vastgesteld op basis van de volgende criteria :

- 5.2.2. Voor stelsels van aanvullend pensioen met toezeggingen van het type “vaste bijdragen” wordt de gelijkwaardigheid gemeten aan de hand van de laagste werkgeversbijdrage per bediende zoals die in het pensioenreglement is bepaald. Deze bijdrage omvat noch de taksen noch de RSZ-bijdrage, maar wel de door de pensioeninstelling aangerekende tarifaire beheerskosten. De voorwaarde van de gelijkwaardigheid betekent dat de bijdrage op jaarbasis minstens gelijk is aan het product van de vermenigvuldiging van het maandloon x 13 x de pensioenbijdrage van het sectoraal pensioenstelsel.
- 5.2.3. Voor stelsels van aanvullend pensioen met toezeggingen van het type “vaste prestaties” die uitsluitend gefinancierd worden door werkgeversbijdragen dient het niveau van aanvullend kapitaal of aanvullend pensioen te worden getoetst aan het theoretisch niveau, zoals dit door het sociaal sectoraal pensioenstelsel wordt gerealiseerd. Indien de pensioentoezegging is uitgedrukt in kapitaal, dient het aanvullend pensioenkapitaal voor de volledige loopbaan op de voorziene eindleeftijd van 65 jaar, zoals die zijn bepaald in het pensioenreglement, tenminste gelijk te zijn aan 78 keer de jaarlijkse pensioenbijdrage voor het sectoraal pensioenstelsel. Indien de toezegging is uitgedrukt als een jaarlijks pensioen, dient het aanvullend rustpensioen op de eindleeftijd van 65 jaar voor een volledige loopbaan tenminste 6 keer de jaarlijkse pensioenbijdrage voor het sectoraal pensioenstelsel te bedragen. Indien de in het pensioenreglement voorziene eindleeftijd 60 jaar is, dienen de voormelde vermenigvuldigingsfactoren van 78 en 6 te worden vervangen door respectievelijk 68 en 4,5. De gelijkwaardigheid met het sectoraal pensioenstelsel hoeft niet op elk moment voorafgaand aan de in het pensioenreglement vastgestelde eindleeftijd te worden gerealiseerd.
- 5.2.4. Voor stelsels van aanvullend pensioen met toezeggingen van het type “vaste prestaties”, die gedeeltelijk gefinancierd worden door persoonlijke bijdragen, wordt de gelijkwaardigheid uitsluitend gemeten aan de hand van het door de werkgeversbijdragen opgebouwde kapitaal. Hierbij wordt verondersteld dat een persoonlijke bijdrage van één procent van het referentejaarloon voor een volledige loopbaan een aanvullend kapitaal samenstelt gelijk aan respectievelijk 80 procent op de in het pensioenreglement voorziene eindleeftijd van 65 jaar of 67 procent indien deze leeftijd is bepaald op 60 jaar van het laatst verdiende referentejaarloon. Indien de toezegging is uitgedrukt in jaarlijkse pensioen, dient dit in dezelfde verhouding te worden bepaald als deze gehanteerd onder artikel 5.2.3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.
- 5.2.5. In gevallen waarin de gelijkwaardigheid niet rechtstreeks kan worden vastgesteld op basis van de artikelen 5.2.2, 5.2.3 en 5.2.4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, dient de gelijkwaardigheid door de controlerend actuaire, te worden aangetoond en gecertificeerd, rekening houdend met de actuariële berekeningsprincipes zoals bepaald in dezelfde artikelen .
- 5.2.6. De werkgever zal op eenvoudig verzoek van de inrichter alle gegevens overmaken die de inrichter moet toelaten de volledigheid en de juistheid van de geattesteerde gegevens te controleren.
- 5.3. De werkgever die op basis van artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst buiten het toepassingsgebied valt, moet op dezelfde wijze zoals omschreven in artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, een nieuwe verklaring en een nieuw actuariële attest overmaken vóór 31 december van het jaar tijdens dewelke de bijdragen voor het sociaal sectoraal pensioenstelsel worden gewijzigd.
- 5.4. De werkgever die op basis van artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst buiten het toepassingsgebied valt, is verantwoordelijk voor de gevolgen die voortvloeien uit het

doorgeven van onnauwkeurige, onvolledige, onjuiste of laattijdige inlichtingen aan de inrichter van het sociaal sectoraal pensioenstelsel. De kosten zijn volledig ten laste van deze werkgever.

5.5. De werkgever die op basis van artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst buiten het toepassingsgebied valt, zal evenwel onder het toepassingsgebied van deze collectieve arbeidsovereenkomst vallen vanaf het ogenblik dat het ondernemingspensioenstelsel niet meer gelijkwaardig of niet meer beter is dan het sociaal sectoraal pensioenstelsel, onder de voorwaarden vermeld in artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

6. Doelstelling

Het doel van het sociaal sectoraal pensioenstelsel is het garanderen, buiten de wettelijke verplichting inzake de pensioenen en ter verhoging ervan :

- aan de aangeslotenen zelf, , indien hij in leven is op einddatum, van een kapitaal dat kan omgezet worden in een levenslange pensioenrente;
- aan de begunstigden, van een kapitaal dat kan omgezet worden in een levenslange overlevingsrente;
- aan de aangeslotene zelf, of aan de begunstigden, van bepaalde aanvullende solidariteitsprestaties

Het sociaal sectoraal pensioenstelsel, bestaande uit een pensioen- en een solidariteitstoezegging, wordt ingevoerd vanaf 1 januari 2013.

7. Opting-out

De mogelijkheid zoals voorzien in artikel 9 van de WAP, waardoor werkgevers de mogelijkheid zouden hebben om de uitvoering van het pensioenstelsel zelf te organiseren in een pensioenstelsel op het niveau van de onderneming ("opting-out"), wordt niet weerhouden.

8. Inrichter

De inrichter van het sociaal sectoraal pensioenstelsel is het Fonds Tweede Pijler PC220, opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 november 2011 betreffende de instelling van het sectoraal fonds voor de tweede pijler voor bedienden van de voedingsnijverheid.

9. Pensioentoezegging

- 9.1. De regels en de modaliteiten inzake de uitvoering van de pensioentoezegging, alsook de rechten en plichten van de inrichter, de pensioeninstelling, de werkgevers dewelke vallen onder het toepassingsgebied van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de aangeslotenen en hun begunstigden zijn vastgelegd in het pensioenreglement, dat als bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.
- 9.2. Het beheer van de pensioentoezegging omvat de volgende deelaspecten : administratief, financieel, boekhoudkundig en actuariel beheer. Dit beheer wordt door de inrichter toevertrouwd aan AG Insurance, Naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Emile Jacqmainlaan 53, toegelaten onder het codenummer 079, en gekend onder het KBO nummer 0404494849, handelend in de hoedanigheid van eerste verzekeraar voor 33 %, en Integrale, Gemeenschappelijke Verzekeringskas, met maatschappelijke zetel te 4000 Luik, Place Saint-Jacques 11/101, toegelaten onder het codenummer 1530, en gekend

onder het KBO nummer 0221518504, handelend in de hoedanigheid van aanvaardende medeverzekeraar voor 67 %. Beide instellingen worden hierna de pensioeninstelling genoemd.

- 9.3. Binnen de juridische structuur van de pensioeninstelling kan de inrichter ervoor opteren om één of meerdere deelaspecten van het beheer aan derden uit te besteden.

10. Solidariteitstoezegging

- 10.1. De regels en de modaliteiten inzake de uitvoering van de solidariteitstoezegging, alsook de rechten en plichten van de inrichter, de solidariteitsinstelling, de werkgevers dewelke vallen onder het toepassingsgebied van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de aangeslotenen en hun begunstigden zijn vastgelegd in het solidariteitsreglement, dat als bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.
- 10.2. Het beheer van de solidariteitstoezegging omvat de volgende deelaspecten : administratief, financieel, boekhoudkundig en actuariëel beheer. Dit beheer wordt door de inrichter toevertrouwd aan het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bedienden van de voedingsnijverheid met maatschappelijke zetel te Grote markt 10, 1000 Brussel, een fonds voor bestaanszekerheid, hierna de solidariteitsinstelling genoemd, met KBO nummer 0452002479.
- 10.3. Binnen de juridische structuur van de solidariteitsinstelling kan de inrichter ervoor opteren om één of meerdere deelaspecten van het beheer aan derden uit te besteden.

11. Bijdragen, inningsmodaliteiten en doorstortingsmodaliteiten

- 11.1. De bijdragen voor de financiering van het sectoraal sociaal pensioenstelsel zijn vastgelegd in het financieringsreglement dat als bijlage aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.
- 11.2. De bijdragen zullen door de RSZ worden geïnd zoals artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid bepaalt.
- 11.3. De RSZ zal eveneens de sociale zekerheidsbijdrage, ten bedrage van 8,86% op datum van invoering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, op de pensioentolage innen.
- 11.4. De inrichter zal de aldus geïnde bijdragen, desgevallend verminderd met de door de inrichter verschuldigde beheers- of andere kosten, doorstorten aan de pensioen- en solidariteitsinstelling binnen de termijnen voorzien in de overeenkomst tussen de inrichter en de pensioen- en solidariteitsinstelling.
- 11.5. Indien de in het collectieve financieringsfonds aanwezige bijdragen niet volstaan om het verschil te financieren tussen enerzijds de door de RSZ doorgestorte bijdragen en anderzijds de kost van de pensioen- en solidariteitsrechten die op de individuele pensioenrekening moeten gebracht worden in functie van de loon- en tewerkstellingsgegevens, zal het nettobedrag dat op de individuele pensioenrekeningen gestort en gekapitaliseerd wordt, verlaagd worden teneinde voldoende fondsen te creëren in de financieringsfondsen.

12. Inwerkingtreding, duur en opzegmogelijkheden van de collectieve arbeidsovereenkomst

- 12.1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2012 en wordt gesloten voor een onbepaalde duur.
- 12.2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door elk der partijen worden beëindigd, mits naleving van artikel 10 van de WAP en mits een opzeggingstermijn van zes maanden betekend per aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid.
- 12.3. De nietigheid of de onafdwingbaarheid van één der bepalingen van deze overeenkomst brengt de geldigheid of de afdwingbaarheid van de overige bepalingen niet in het gedrang.

13. Bijlagen

De volgende bijlagen maken integraal deel uit van deze collectieve arbeidsovereenkomst :

- 13.1. Verklaring werkgever buiten toepassingsgebied
- 13.2. Actuarieel attest buiten toepassingsgebied
- 13.3. Pensioenreglement
- 13.4. Solidariteitsreglement
- 13.5. Financieringsreglement

* * *

Verklaring werkgever – buiten toepassingsgebied – sectoraal pensioenstelsel bedienden voedingsnijverheid

De onderneming,

naam :

.....

maatschappelijke zetel :

.....

.....

ondernemingsnummer (KBO nummer) :

RSZ nummer (inclusief prefix) :

vertegenwoordigd door,

naam:

hoedanigheid :

.....

- verklaart bij deze buiten het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 april 2012 tot invoering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel voor bedienden uit de voedingsnijverheid te vallen.
- verklaart op eer dat op datum van 1 januari 2012 / 1 januari 2013 ¹ alle bedienden ² die ressorteren onder het Paritair Comité voor bedienden uit de voedingsnijverheid, onderworpen zijn aan één of meerdere pensioentoezegging(en) overeenkomstig de vereisten zoals vermeld in artikel 4.2.1 / artikel 4.2.2 ³ van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 april 2012 tot invoering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel voor bedienden uit de voedingsnijverheid;
- gaat akkoord om op eenvoudig verzoek van de inrichter van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, Fonds 2^{de} Pijler PC220, alle gegevens over te maken die deze nodig acht om de volledigheid en de juistheid van deze verklaring en van de geattesteerde gegevens te controleren.
- verbindt er zich tevens toe om elke wijziging van ondernemingsnummer (KBO nummer), RSZ nummer of pensioenreglement onmiddellijk aan de inrichter mee te delen.

Het bewijs van gelijkwaardigheid van het/de ondernemingspensioenstelsel(s) wordt gegeven door middel van het/de hierbij gevoegd attest(en) van de bevoegde actuaris(sen) van de pensioeninstelling(en) die het/de ondernemingspensioenstelsel(s) behe(e)r(t)(en).

Pagina 1 van 2.

¹ schrappen wat niet past.

² bedienden : de mannelijke en vrouwelijke bedienden, ongeacht leeftijd, ongeacht de aard van de arbeidsovereenkomst, van wie het loon volgens de algemene regels onderworpen is aan de sociale zekerheidsbijdragen.

³ schrappen wat niet past.

Bijlage 1 (vervolg)

Indien de onderneming meerdere pensioenplannen heeft onderschreven, dan volgt hierna een opsomming van alle pensioenplannen met vermelding van de categorie bedienden dewelke in elk van deze pensioenplannen zijn opgenomen

| Pensioenplan (polisnummer en pensioeninstelling) | Omschrijving categorie bedienden |
|---|---|
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

Gedaan te op

Handtekening

**Terug te sturen per aangetekend schrijven,
samen met het attest van de actuaris,
aan het Fonds 2^{de} Pijler PC220, Grote markt 10, 1000 Brussel,
ten laatste op 30 juni 2012.**

De datum van de poststempel geldt als bewijs.

Bijlage 2

Actuarieel attest – buiten toepassingsgebied – sectoraal pensioenstelsel bedienden voedingsnijverheid

Ik, ondergetekende

Naam :

Actuaris, in overeenstemming met de voorwaarden van artikel 40quinquies van de wet op de controle der verzekeringsondernemingen, van de pensioeninstelling :

Naam :

Maatschappelijk zetel :

.....

FSMA nummer :

attesteer hierbij dat de hierna vermelde onderneming :

Naam :

Maatschappelijke zetel :

.....

ondernemingsnummer (KBO nummer) :

1. een pensioenstelsel financiert bij de hierboven vermelde pensioeninstelling;
2. dit pensioenstelsel ingericht werd voor bedienden die ressorteren onder het Paritair Comité voor bedienden uit de voedingsnijverheid, en dewelke in het pensioenplan worden omschreven als :

.....

.....

.....

(omschrijving van de categorie(ën) van bedienden).

3. dit pensioenstelsel voldoet aan de voorwaarden van gelijkwaardigheid zoals bepaald in artikel 4.2.1 / artikel 4.2.2⁴ van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 april 2012 tot invoering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden uit de voedingsnijverheid.

Gedaan te op

Handtekening

Terug te sturen per aangetekend schrijven ,
samen met de verklaring van de werkgever,
aan het Fonds 2^{de} Pijler PC220, Grote markt 10, 1000 Brussel,
ten laatste op 30 juni 2012.

De datum van de poststempel geldt als bewijs.

⁴ schrappen wat niet past.

**PENSIOENREGLEMENT VOOR DE BEDIENDEN
TEWERKGESTELD IN HET PARITAIR COMITÉ 220**

Inhoudstafel

| | |
|---|----|
| Inhoudstafel..... | 1 |
| 1 Voorwerp | 2 |
| 2 Werking in de tijd..... | 2 |
| 3 Aansluiting | 2 |
| 4 Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves..... | 2 |
| 5 De pensioeninstelling en haar aanduiding | 3 |
| 6 De pensioentoeelage en haar aanwending..... | 3 |
| 6.1 Het bedrag van de pensioentoeelage | 3 |
| 6.2 De aanwending van de pensioentoeelage | 3 |
| 6.3 Het rendement..... | 3 |
| 6.4 Winstdeelname..... | 3 |
| 6.5 Tarieven..... | 4 |
| 6.6 Uitbetaling..... | 4 |
| 7 Uitkering op de einddatum | 4 |
| 7.1 De normale einddatum | 4 |
| 7.2 Blijven werken na 65 jaar of verdaging van de einddatum..... | 4 |
| 7.3 Vervroegde uitkering | 4 |
| 8 Uitkering in geval van overlijden voor de einddatum | 4 |
| 9 De aangeslotene verlaat de sector vóór de einddatum | 4 |
| 9.1 Uittreding | 4 |
| 9.2 Keuzemogelijkheden | 5 |
| 10 De manier van uitkeren | 5 |
| 11 Begunstigde | 6 |
| 11.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum..... | 6 |
| 11.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden..... | 6 |
| 11.3 Aanduiding van de begunstigde | 6 |
| 12 Verplichtingen van de inrichter..... | 7 |
| 13 Verplichtingen van de aangeslotene en de rechthebbende..... | 7 |
| 14 Gevolgen van het niet betalen van de pensioentoelagen..... | 7 |
| 15 Fiscale bepalingen | 8 |
| 15.1 Algemeen..... | 8 |
| 15.2 Toepasselijke fiscale wetgeving | 8 |
| 15.3 Belastingstatuut van de pensioentoeelage..... | 8 |
| 15.4 Taxatie van de verzekerde prestaties..... | 8 |
| 16 Toezichtscomité | 9 |
| 17 Reserves afkomstig uit een vroegere tewerkstelling..... | 9 |
| 18 Informatie | 9 |
| 18.1 Het pensioenreglement | 9 |
| 18.2 Jaarlijkse informatie..... | 9 |
| 18.3 Beheersverslag..... | 10 |
| 18.4 Verklaring inzake de beleggingsbeginselen | 10 |
| 18.5 Jaarrekening en jaarverslag van de pensioeninstelling..... | 10 |
| 19 Financieringsfonds | 10 |
| 20 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer..... | 11 |
| 21 Wijziging van dit reglement | 11 |
| 22 Slotbepalingen..... | 11 |
| 23 Geschillen en toepasselijk recht..... | 11 |

1 Voorwerp

De pensioentoezegging heeft tot doel om een kapitaal samen te stellen dat aan de aangeslotene uitgekeerd wordt, of aan zijn rechthebbende(n) in geval de aangeslotene overlijdt voor de voorziene einddatum.

Het kapitaal kan op vraag van de aangeslotene of de rechthebbende(n) omgezet worden in een lijfrente.

Dit pensioenreglement bepaalt de rechten en verplichtingen van de inrichter, de pensioeninstelling, de werkgevers, de aangeslotenen en hun rechthebbende(n), en de voorwaarden waaronder deze rechten uitgeoefend kunnen worden.

Het pensioenreglement dient in samenhang met het solidariteitsreglement en het financieringsreglement te worden gelezen.

2 Werking in de tijd

Het onderhavig pensioenreglement neemt aanvang op 1 januari 2013.

3 Aansluiting

De aansluiting is verplicht voor alle bedienden die zijn tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever waarop het sociaal sectoraal pensioenstelsel voor bedienden uit de voedingsnijverheid van toepassing is.

De aansluiting heeft plaats op de datum waarop de bediende aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet en ten vroegste op 1 januari 2013.

4 Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves

De reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, zijn verworven door de aangeslotene indien gedurende, minstens 132, niet noodzakelijk opeenvolgende, RSZ dagen bijdragen betaald werden aan het sectoraal pensioenstelsel.

Is deze minimale aansluitingstermijn niet voldaan op het ogenblik van de uittreding van de aangeslotene, dan wordt in voorkomend geval het aantal RSZ dagen waarvoor bijdragen betaald werden aan het sectoraal pensioenstelsel voor arbeiders in de voedingsnijverheid meegeteld teneinde na te gaan of de minimale aansluitingstermijn is voldaan.

Een aangeslotene die de vereffening van zijn verzekerde bedragen heeft verkregen en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt eveneens als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Afkoop der verworven rechten voor einddatum of vervroeging, voorschotten op de contracten en in pandgevingen zijn niet toegelaten.

Indien de aangeslotene of zijn rechthebbende(n) geen recht heeft (hebben) op de reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, worden deze bedragen in het financieringsfonds gestort.

5 De pensioeninstelling en haar aanduiding

Het beheer van de pensioentoezegging wordt toevertrouwd aan een pensioeninstelling. De aanduiding van de pensioeninstelling gebeurt bij collectieve arbeidsovereenkomst.

6 De pensioentoeelage en haar aanwending

6.1 Het bedrag van de pensioentoeelage

De uitkeringen bij pensionering en in geval van vroegtijdig overlijden voor de einddatum, worden gefinancierd door trimestriële pensioentoeelagen die door de werkgever ten gunste van de aangeslotene gestort worden aan de pensioeninstelling.

De RSZ wordt belast met de inning van deze pensioentoeelagen.

De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel worden vastgelegd in een financieringsreglement. Dit financieringsreglement wordt als bijlage van een collectieve arbeidsovereenkomst ingevoerd.

6.2 De aanwending van de pensioentoeelage

De pensioentoeelage wordt, na afhouding van alle toepasselijke kosten en fiscale en parafiscale lasten, voor iedere aangeslotene op een individuele pensioenrekening gestort voor een verzekering van een "uitgesteld kapitaal met terugbetaling van de reserve in het geval van overlijden" (UKMTR).

De oprenting gebeurt:

- vanaf de 1^{ste} dag van het 2^{de} trimester volgend op het einde van het trimester waarop de pensioentoeelagen betrekking hebben;
- tot op de dag waarop de uitbetaling van het aanvullend pensioen gebeurt.

6.3 Het rendement

De pensioenrekening ontvangt een door de pensioeninstelling gewaarborgd rendement.

Bij:

- een uittreding van de aangeslotene;
- een uitkering naar aanleiding van overlijden of het pensioen;
- een stopzetting van het pensioenstelsel;
- een collectieve overdracht van de reserves naar een andere pensioeninstelling

worden indien nodig de reserves aangevuld om het rendement dat vereist is in uitvoering van artikel 24 van de WAP te bereiken.

De financiering van dit bedrag is ten laste van het financieringsfonds of de inrichter indien de middelen van het financieringsfonds ontoereikend zouden zijn.

6.4 Winstdeelname

De pensioeninstelling kan overgaan tot het toekennen van een winstdeelname. Deze winstdeelname zal op de individuele pensioenrekening gestort worden voor wat betreft de reserve die op de individuele rekening aanwezig is, en in het financieringsfonds voor wat betreft de daar aanwezige sommen.

6.5 Tarieven

De toegepaste tarieven zijn de door de pensioeninstelling bij de toezichhoudende overheid neergelegde tarieven.

Bij wijziging van de tarieven, zal elke nieuwe premie en elke omzetting in renten berekend worden met behulp van het nieuwe tarief.

6.6 Uitbetaling

De pensioeninstelling zal de voorziene bedragen, na ontvangst van alle noodzakelijke gegevens, zo snel mogelijk uitbetalen.

7 Uitkering op de einddatum

7.1 De normale einddatum

De einddatum waarop het bedrag dat op de individuele pensioenrekening opgebouwd werd, opeisbaar is en kan omgezet worden in een rente, wordt vastgesteld op de eerste dag van de maand die volgt op de 65ste verjaardag van de aangeslotene.

7.2 Blijven werken na 65 jaar of verdaging van de einddatum

Indien de actieve aangeslotene in dienst is van een werkgever na de normale einddatum van 65 jaar, blijft de pensioentoeelage verschuldigd zo lang hij in dienst blijft, en er wordt een nieuwe einddatum vastgesteld door de eerdere einddatum telkens met één jaar te verlengen.

De aangeslotene zal dan de uitkering van zijn pensioenrekening bekomen

- wanneer hij zijn wettelijk pensioen opneemt
- of wanneer zijn arbeidsovereenkomst met de werkgever beëindigd wordt.

Voor de aangeslotene die uitgetreden is voor de normale einddatum en zijn verworven reserve bij de pensioeninstelling gelaten heeft (de slaper), gebeurt de uitkering steeds op de normale einddatum, onafhankelijk van het feit of hij al dan niet blijven werken is na die datum.

7.3 Vervroegde uitkering

De aangeslotene kan de vervroegde uitkering van de pensioenrechten ten vroegste vanaf de leeftijd van 60 jaar bekomen en voor zover hij niet meer in dienst is bij een werkgever waarop het sectoraal sociaal pensioenstelsel van toepassing is.

De vervroegde uitkering brengt het verval van het recht op een uitkering bij overlijden vóór de einddatum mee.

8 Uitkering in geval van overlijden voor de einddatum

Wanneer een aangeslotene overlijdt, heeft(hebben) de rechthebbende(n) recht op de op het ogenblik van het overlijden opgebouwde waarde op de individuele pensioenrekening.

9 De aangeslotene verlaat de sector vóór de einddatum

9.1 Uittreding

De uittreding wordt geacht te hebben plaatsgevonden bij de beëindiging van de arbeidsovereenkomst met een werkgever die onderworpen is aan dit pensioenreglement, om een andere reden dan het overlijden of het bereiken van de einddatum, tenzij de

aangeslotene binnen de twee trimesters het werk hervat bij een andere werkgever waarop dit pensioenreglement van toepassing is.

9.2 Keuzemogelijkheden

Wanneer de arbeidsovereenkomst van de aangeslotene beëindigd wordt om een andere reden dan het overlijden of het bereiken van de einddatum, en de aangeslotene niet binnen de twee trimesters het werk hervat bij een werkgever waarop dit pensioenreglement van toepassing is, heeft de aangeslotene de keuze tussen de volgende mogelijkheden :

- a. hetzij de verworven reserve zonder wijziging van de pensioenbelofte laten bij de pensioeninstelling en op de einddatum of bij overlijden een kapitaal ontvangen;
- b. hetzij de verworven reserve overdragen naar de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever waarmee hij een arbeidscontract sloot, indien hij aan de pensioentoezegging van die nieuwe werkgever aangesloten wordt;
- c. hetzij de verworven reserve overdragen naar een andere pensioeninstelling die de totaliteit van haar winsten proportioneel met de reserves verdeelt onder de aangeslotenen, en die de kosten beperkt als gevolg van de regels bepaald door het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan werknemers en aan bedrijfsleiders.

Indien de aangeslotene geen expliciete keuze maakt binnen de dertig dagen, te rekenen vanaf de kennisgeving van de hierboven vermelde keuzemogelijkheden door de pensioeninstelling, wordt hij verondersteld gekozen te hebben voor het behoud van zijn reserves bij de pensioeninstelling zonder wijziging van de pensioenbelofte (punt a. hier voor).

10 De manier van uitkeren

De aangeslotene of de rechthebbende(n) worden verondersteld te kiezen voor de uitkering van de verzekerde voordelen in de vorm van een kapitaal.

De aangeslotene of de rechthebbende(n) kan (kunnen) vragen om het kapitaal dat aan hem(n) toekomt, om te vormen in een lijfrente. De hoogte van de lijfrente wordt bepaald op basis van de op het moment van de omzetting door de pensioeninstelling gehanteerde tarieven. Een keuze voor een vereffening als lijfrente moet uiterlijk een maand voor de datum waarop de uitkering aanvangt schriftelijk door de aangeslotene of de rechthebbende(n) aan de pensioeninstelling meegedeeld worden. De aangeslotene of de rechthebbende(en) kan (kunnen) kiezen voor een jaarlijkse vaste indexatie van de lijfrente met ten hoogste 2%.

Het kan volgens de keuze van de aangeslotene of de rechthebbende(n) gaan om een lijfrente die enkel aan hem betaald wordt, of om een lijfrente die in geval van overlijden van de aangeslotene of de rechthebbende(n) voor maximaal 80 % overdraagbaar is op de overlevende echtgeno(o)t(e) of op de partner waarmee hij wettelijk samenwoont.

De renten worden in maandelijkse delen betaald op de laatste dag van elke maand, tot en met de laatste vervalddag die voorafgaat aan het overlijden van de aangeslotene of de rechthebbende(n).

Wanneer de lijfrente lager is dan 500 EUR per jaar, wordt het pensioenkapitaal uitgekeerd en heeft de aangeslotene of de rechthebbende geen optie tot omzetting in lijfrente. Wanneer het jaarbedrag van de rente gelegen is tussen 500 en 800,01 EUR, dan wordt ze niet maandelijks betaald, maar in vier gelijke delen op het einde van ieder trimester. De in deze paragraaf vermelde drempels worden geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist geïndexeerd worden, met als basis 1 januari 2004.

11 Begunstigde

11.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum

Indien de aangeslotene in leven is op de einddatum, wordt het kapitaal uitgekeerd aan de aangeslotene zelf.

Indien de voordelen bij leven niet binnen de 30 jaar na het bereiken van de einddatum door de aangeslotene worden opgevraagd, worden deze voordelen in het financieringsfonds gestort.

11.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden

Indien de aangeslotene overlijdt vóór de einddatum, wordt de voorziene uitkering bij overlijden uitgekeerd aan de rechthebbende(n) op basis van de volgende voorrangsorte:

- De echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene voor zo ver die niet gerechtelijk van tafel en bed of feitelijk gescheiden is, of die zich niet in aanleg tot scheiding van tafel en bed of echtscheiding bevindt. De echtgenoten worden geacht feitelijk gescheiden te zijn wanneer uit de bevolkingsregisters blijkt dat zij een verschillende woonplaats hebben;
- Bij ontstentenis, de persoon die wettelijk samenwoont met de aangeslotene in de zin van artikel 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek, uitgezonderd indien deze een bloedverwant van de aangeslotene is of indien de wettelijke samenwoning officieel beëindigd werd of indien zulke procedure lopende is;
- Bij ontstentenis de kinderen van de aangeslotene, waarvan de afstamming vaststaat of zijn adoptieve kinderen, of bij plaatsvervulling, hun nakomelingen, voor het gedeelte dat zou toegekomen zijn aan de begunstigde in wienst plaats ze treden;
- Bij ontstentenis de ouders van de aangeslotene, elk voor de helft. Bij overlijden van één van hen komt het kapitaal toe aan de langstlevende;
- Bij ontstentenis het financieringsfonds.

Indien er meerdere rechthebbenden zijn, wordt het voorziene kapitaal in gelijke delen onder hen verdeeld.

In geval de aangeslotene en de rechthebbende overlijden zonder dat de volgorde van overlijden kan bepaald worden, wordt het kapitaal overlijden uitgekeerd aan de plaatsvervanger(s) van de rechthebbende(n).

Indien het overlijden van de aangeslotene het gevolg is van een opzettelijke daad te wijten aan of aangezet door één van de begunstigde(n), wordt deze automatisch als begunstigde geschrapt.

Indien de voordelen bij overlijden niet binnen de 3 jaar na het overlijden van de aangeslotene door de rechthebbende(n) worden opgevraagd, worden deze voordelen in het financieringsfonds gestort.

11.3 Aanduiding van de begunstigde

Met respect voor de wettelijke bepalingen en zonder dat de inrichter of de pensioeninstelling aansprakelijk kan worden gesteld voor een eventuele betwisting, kan de aangeslotene altijd afwijken van deze rangorde of zelf een begunstigde aanduiden. De aangeslotene dient deze afwijking schriftelijk per aangetekende brief aan de inrichter mee te delen, waarbij de laatst bij de inrichter aangekomen betekende brief doorslaggevend zal zijn. Bij gebrek aan verdeling van de prestaties, zullen deze in gelijke delen verdeeld worden.

De schriftelijke aanvaarding van de begunstiging door de betrokken persoon maakt de begunstiging onherroepbaar zonder diens akkoord. Indien er geen schriftelijke aanvaarding van de begunstiging is, kan de aanduiding van de begunstigde vrij herroepen worden. Elke herroeping moet volgens dezelfde procedure gebeuren als hierboven.

12 Verplichtingen van de inrichter

De inrichter gaat tegenover alle werkgevers en aangeslotenen de verbintenis aan alles te doen wat nodig is voor de goede uitvoering van dit pensioenstelsel. Hij zal de bij de werkgever geïnde pensioentoeelagen zo spoedig mogelijk aan de pensioeninstelling overmaken. Bovendien zal hij alle voor het beheer van het pensioenstelsel benodigde gegevens overmaken.

De inrichter maakt hiervoor gebruik van de persoonsgegevens zoals meegedeeld uit het netwerk van de Sociale Zekerheid door de Kruispuntbank Sociale Zekerheid aan de inrichter, alsook de wijzigingen dewelke tijdens de duur van de aansluiting in voormelde gegevens voorkomen.

13 Verplichtingen van de aangeslotene en de rechthebbende

De aangeslotene of de rechthebbende zal alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken die nodig zijn opdat de pensioeninstelling zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren, op eenvoudige vraag overmaken.

Zolang de aangeslotene deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaakt, zullen de inrichter en de pensioeninstelling hun verplichtingen tegenover de aangeslotene met betrekking tot het aanvullend pensioen dat in dit reglement wordt beschreven, niet kunnen uitvoeren. Er kan in dat geval geen sprake zijn van enige vorm van vergoeding of verwijlinterest voor een gebeurlijke late uitbetaling van rechten.

Indien de aangeslotene of de rechthebbende(n) zich niet spontaan en binnen een redelijke termijn aanmelden zal de inrichter en de pensioeninstelling zich van al haar wettelijke verplichtingen tot opzoeking van de aangeslotene en de rechthebbende(n) kwijten. De pensioeninstelling noch de inrichter kunnen aansprakelijk gesteld worden indien deze opzoekingen zonder gevolg blijven.

De aangeslotene en de rechthebbende blijven verantwoordelijk voor de inlichtingen die ze overmaken. De inrichter en de pensioeninstelling kunnen niet aansprakelijk gesteld worden voor de gevolgen van laattijdige of foutieve informatie.

14 Gevolgen van het niet betalen van de pensioentoeelagen

De RSZ zal de verschuldigde pensioentoeelagen via de inrichter aan de pensioeninstelling overmaken.

De pensioeninstelling zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 3 maanden volgend op de datum waarop zij kennis kreeg van een betalingsachterstand, door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

15 Fiscale bepalingen

15.1 Algemeen

De informatie opgenomen in dit artikel wordt verstrekt ten strikt indicatieve titel en onder voorbehoud van eventuele wijzigingen of interpretatie in de fiscale wetgeving of regelgeving.

15.2 Toepasselijke fiscale wetgeving

Wanneer de aangeslotene en de rechthebbende hun woon- en/of werkplaats in België hebben, en de werkgever in België is gevestigd, is de Belgische fiscale wetgeving van toepassing op zowel de pensioenbijdragen als op de uitkeringen.

Is dit niet het geval, dan zouden de fiscale en/of sociale lasten kunnen verschuldigd zijn op basis van een buitenlandse wetgeving, in uitvoering van de internationale verdragen die in dat verband gelden.

15.3 Belastingsstatuut van de pensioentoeelage

Op basis van de Belgische fiscale wetgeving van kracht op de ingangsdatum van dit pensioenreglement, vormen de werkgeverstoelagen in principe aftrekbare beroepskosten in de vennootschapsbelasting, en geven geen aanleiding tot bijkomende heffing in de rechtspersonenbelasting, noch tot een dadelijk belastbaar voordeel voor de aangeslotene.

Behoudens andersluidende wettelijke bepalingen, mag het bedrag, uitgedrukt in jaarlijkse rente

- van de voorziene uitkeringen naar aanleiding van pensionering in uitvoering van dit pensioenreglement
- van het wettelijk pensioen
- van andere aanvullende pensioenuitkeringen waarop de aangeslotene recht heeft

evenwel 80% van de laatste normale brutojaarloon niet overschrijden, rekening houdend met de normale duur van een beroepswerkzaamheid, en met een overdraagbaarheid van de rente ten gunste van de overlevende echtgeno(o)t(e) van 80%, en met een indexatie van de rente.

De normale duur van beroepsactiviteit is vastgelegd op 40 jaar. Het laatste normale brutojaarloon is het brutojaarloon dat gezien de vorige lonen van de aangeslotene, als normaal kan worden beschouwd en dat hem wordt betaald of toegekend tijdens het laatste jaar dat aan zijn pensionering voorafgaat tijdens hetwelk hij een normale beroepsactiviteit heeft uitgeoefend.

Indien een werkgever voor een aangeslotene nog andere aanvullende pensioenvoordelen zou voorzien dan diegene die voortkomen uit dit pensioenreglement, zal een gebeurlijke overschrijding van de fiscaal toegelaten grens aangerekend worden op de financiering van die andere pensioenvoordelen.

15.4 Taxatie van de verzekerde prestaties

De taxatie van de verzekerde prestaties is ten laste van de begunstigde. De betaling van de winstdeling is vrijgesteld van belasting voor de natuurlijke personen in zoverre ze tegelijkertijd wordt uitgekeerd met de kapitalen of renten die voortvloeien uit dit reglement. De uitgekeerde prestaties zullen belast worden volgens de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op het tijdstip van uitbetaling.

Elke huidige of toekomstige belasting of taks, toepasbaar op dit reglement of verschuldigd ter gelegenheid van de uitvoering ervan, zijn verschuldigd volgens de bepalingen van de wetgeving die ze invoert. Bij overlijden van de aangeslotene zijn de door de begunstigten ontvangen bedragen het voorwerp van een aangifte bij de Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen, zodat er desgevallend successierechten op geheven kunnen worden.

16 Toezichtscomit 

Indien de pensioeninstelling niet op paritaire wijze wordt beheerd, wordt een toezichtscomit  opgericht dat voor de helft is samengesteld uit leden die de werknemers vertegenwoordigen aan wie de onderhavige pensioentoezegging wordt gedaan, aangeduid overeenkomstig de bepalingen van de WAP.

Dit toezichtscomit  ziet toe op de goede uitvoering van de pensioentoezegging door de pensioeninstelling en wordt jaarlijks in het bezit gesteld van het beheersverslag alvorens de pensioeninstelling dit ter beschikking stelt van de inrichter.

In geval de bijdragen gestort worden in een afgezonderd fonds van de pensioeninstelling, beslist het toezichtscomit  jaarlijks welk percentage van de winst gerealiseerd in het afgezonderd fonds aan de aangeslotenen als winstdeelname zal toegekend worden.

17 Reserves afkomstig uit een vroegere tewerkstelling

Indien een aangeslotene bij zijn toetreding zijn verworven reserves met betrekking tot een vroegere tewerkstelling, voor zover deze reserves onder het toepassingsgebied van de WAP vallen, wenst over te dragen naar het huidige sociaal sectoraal pensioenstelsel, zal hij de inrichter en de pensioeninstelling hierover inlichten en haar deze reserves overmaken. De pensioeninstelling zal deze reserves beheren overeenkomstig de bepalingen van de WAP.

18 Informatie

18.1 Het pensioenreglement

De inrichter stelt de tekst van het pensioenreglement ter beschikking aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

18.2 Jaarlijkse informatie

Pensioenfiche

Ieder jaar brengt de pensioeninstelling elke aangeslotene door middel van een pensioenfiche op de hoogte van

- het bedrag van de pensioentoeelagen,
- de verworven reserve en prestatie,
- de datum van opeisbaarheid,
- het bedrag van de verworven reserve van het afgelopen jaar,
- eventuele andere gegevens, zoals deze met gemeenschappelijk akkoord van het toezichtscomit  en van de pensioeninstelling zijn bepaald.

Historisch overzicht

Op eenvoudig verzoek van de aangeslotene deelt de pensioeninstelling een historisch overzicht mee van de voormelde gegevens met betrekking tot de aansluiting bij de pensioeninstelling.

Informatie betreffende de bedragen in rente

Voor alle aangeslotenen vanaf de leeftijd van 45 jaar deelt de pensioeninstelling tenminste om de vijf jaar het bedrag mee van het bij pensionering te verwachten kapitaal op de normale einddatum en, indien het kapitaal kan worden omgezet in rente volgens de bepalingen van dit pensioenreglement, de te verwachten rente op de normale einddatum.

Deze mededeling geldt niet als kennisgeving van een recht op een aanvullend pensioen.

18.3 Beheersverslag

De pensioeninstelling stelt jaarlijks een verslag over het beheer van de pensioentoezegging op. Daarin is onder meer de volgende informatie opgenomen:

- de wijze van financiering van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen;
- de kostenstructuur;
- de verdeling van de winst.

De tekst van het beheersverslag wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

18.4 Verklaring inzake de beleggingsbeginselen

De pensioeninstelling stelt een schriftelijke verklaring op met de beginselen van haar beleggingsbeleid. Zij herziet deze verklaring ten minste om de drie jaar en onverwijld na elke belangrijke wijziging van het beleggingsbeleid.

Deze verklaring omvat de toegepaste wegingsmethoden voor beleggingsrisico's, de risicobeheersprocedures en de strategische spreiding van de activa in het licht van de aard en de duur van de pensioenverplichtingen.

De verklaring inzake de beleggingsbeginselen wordt ter beschikking gesteld van de inrichter die het op eenvoudig verzoek meedeelt aan de aangeslotenen.

18.5 Jaarrekening en jaarverslag van de pensioeninstelling

De pensioeninstelling houdt de jaarrekening en het jaarverslag van de pensioeninstelling en desgevallend ook degene die met het betrokken pensioenstelsel overeenstemmen, ter beschikking van de inrichter die het op eenvoudig verzoek meedeelt aan de aangeslotenen.

19 Financieringsfonds

Het financieringsfonds wordt beheerd door de pensioeninstelling en ontvangt hetzelfde globaal rendement (prorata temporis) dat aan de wiskundige reserves toegekend wordt.

Het fonds wordt gefinancierd door :

- de pensioentolagen die door de RSZ via de inrichter aan de pensioeninstelling overgemaakt worden;
- de reserves waarop de aangeslotene geen aanspraak kan maken;
- de kapitalen overlijden waarvan het financieringsfonds de rechthebbende is;
- de toegekende interest en winstdeelname.

Het fonds wordt gedebiteerd voor:

- driemaandelijke stortingen toegewezen aan de individuele polissen "uitgesteld kapitaal met terugbetaling van de reserve in het geval van overlijden;
- de aanvullingen die vereist zijn om het vereiste rendement waarvan sprake in artikel 24 van de WAP te bereiken;
- elk ander bedrag beslist door de inrichter, voor zover dit is toegewezen aan een verhoging van de voordelen van de aangeslotenen.

De pensioeninstelling bezorgt jaarlijks een verslag van het beheer van het financieringsfonds aan de inrichter, met daarin alle financiële bewegingen, hun valutadatum en hun reden.

Binnen de wettelijke mogelijkheden beslist de inrichter over de bestemming van het financieringsfonds. Het fonds is bestemd voor de aangeslotenen en/of zijn rechthebbenden en zijn tegoeden mogen nooit, zelfs niet gedeeltelijk, teruggestort worden aan de inrichter.

Het financieringsfonds mag nooit een negatief saldo vertonen. Elke verrichting die het saldo van het fonds op een negatief bedrag zou brengen, wordt uitgesteld tot de financiële middelen van het fonds toelaten ze te realiseren. Als de pensioeninstelling de onmogelijkheid om een verrichting te realiseren vaststelt, informeert ze onmiddellijk de inrichter, die gepaste maatregelen dient te nemen.

20 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer

De inrichter verstrekt een aantal persoonsgegevens aan de pensioeninstelling om het sociaal sectoraal pensioenstelsel te beheren. De pensioeninstelling behandelt deze gegevens vertrouwelijk. Ze mogen uitsluitend gebruikt worden voor het beheer van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, met uitsluiting van elk ander al dan niet commercieel oogmerk.

Iedere persoon van wie persoonlijke gegevens bewaard worden, heeft het recht om inzage en verbetering ervan te verkrijgen. Hij moet zich in dat geval schriftelijk tot de pensioeninstelling of de inrichter richten, en daarbij een kopie van zijn identiteitskaart voegen.

21 Wijziging van dit reglement

Dit pensioenreglement kan gewijzigd of stopgezet worden door een collectieve arbeidsovereenkomst die in het bevoegde paritaire comité gesloten wordt.

Een wijziging of stopzetting van het pensioenreglement kan in geen geval leiden tot een vermindering van de verworven reserves.

Indien bij opheffing van het pensioenstelsel de bij de pensioeninstelling aanwezige reserves met inbegrip van het saldo van het financieringsfonds de som van alle verworven reserves overtreffen, verwerven de aangeslotenen een aandeel in het overschot aan aanwezige reserves dat in verhouding staat tot de door hen verworven reserves. Dezelfde regels worden gevolgd bij verdwijning van de inrichter.

In geval van opheffing van het pensioenreglement, zullen de contracten van de actieve aangeslotenen omgezet worden in contracten van het type "uitgesteld kapitaal met terugbetaling van de reserves bij overlijden" maar zonder verder betaling van bijdragen voor de aangeslotenen.

22 Slotbepalingen

Onderhavig pensioenreglement wordt aangevuld door een beheersovereenkomst afgesloten tussen de inrichter en de pensioeninstelling met de verplichtingen van de betrokken partijen, de administratieve procedures en de tarifieringsregels.

In geval van strijdigheid primeren de bepalingen van onderhavig pensioenreglement.

23 Geschillen en toepasselijk recht

Het Belgische recht is van toepassing op dit reglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

* * *

**SOLIDARITEITSREGLEMENT VOOR DE BEDIENDEN
TEWERKGESTELD IN HET PARITAIR COMITÉ 220**

Inhoudstafel

| | |
|--|----------|
| Inhoudstafel..... | 1 |
| 1 Voorwerp | 2 |
| 2 Werking in de tijd..... | 2 |
| 3 Aansluiting | 2 |
| 4 De solidariteitsinstelling en haar aanduiding..... | 2 |
| 5 De solidariteitsprestaties | 2 |
| 5.1 <i>Uitkeringen bij inkomstenverlies tengevolge van overlijden van de aangeslotene tijdens de beroepsloopbaan</i> | <i>3</i> |
| 5.2 <i>Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen tijdens de periode voorafgaand aan het faillissement van de werkgever.....</i> | <i>3</i> |
| 5.3 <i>Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies tengevolge van arbeidsongeschiktheid</i> | <i>3</i> |
| 5.4 <i>Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij economische werkloosheid.....</i> | <i>4</i> |
| 6 Financiering van de solidariteitsprestaties..... | 4 |
| 7 Gevolgen van het niet betalen van de solidariteitsbijdrage..... | 4 |
| 8 Beheer van de solidariteitsprestaties..... | 4 |
| 9 Wijziging | 5 |
| 10 Gevolgen ingeval van beëindiging..... | 6 |
| 11 Informatie | 6 |
| 11.1 <i>Het solidariteitsreglement</i> | <i>6</i> |
| 11.2 <i>Het beheersverslag.....</i> | <i>6</i> |
| 12 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer..... | 6 |
| 13 Geschillen en toepasselijk recht | 6 |

1 Voorwerp

De solidariteitstoezegging heeft tot doel om aan de aangeslotenen of hun rechthebbenden aanvullende solidariteitsprestaties toe te kennen.

Dit solidariteitsreglement bepaalt de rechten en verplichtingen van de inrichter, de solidariteitsinstelling, de werkgevers, de aangeslotenen en hun rechthebbende(n), en de voorwaarden waaronder deze rechten uitgeoefend kunnen worden.

Het solidariteitsreglement dient in samenhang met het pensioenreglement en het financieringsreglement te worden gelezen.

2 Werking in de tijd

Het onderhavig solidariteitsreglement neemt aanvang op 1 januari 2013.

3 Aansluiting

Om aanspraak te kunnen maken op de solidariteitsprestaties dienen de volgende voorwaarden cumulatief te worden voldaan op het ogenblik van het evenement dat het recht opent :

- de bediende dient tewerkgesteld te zijn met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever die onder het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal pensioenstelsel van de inrichter valt ;
- voor de bediende dient gedurende minstens, niet noodzakelijk opeenvolgende, 132 RSZ dagen bijdragen aan het sociaal sectoraal pensioenstelsel te zijn betaald.

Is deze minimale aansluitingstermijn niet voldaan op het ogenblik van het voordoen van het evenement dat recht op de solidariteitsprestaties opent, dan wordt in voorkomend geval het aantal RSZ dagen waarvoor bijdragen betaald werden aan het sectoraal pensioenstelsel voor arbeiders in de voedingsnijverheid meegeteld teneinde na te gaan of de minimale aansluitingstermijn is voldaan.

Een aangeslotene die de vereffening van zijn verzekerde bedragen in kader van zijn pensioentoezegging heeft verkregen en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves in kader van zijn pensioentoezegging over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt eveneens als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

4 De solidariteitsinstelling en haar aanduiding

Het beheer van de solidariteitstoezegging wordt toevertrouwd aan een solidariteitsinstelling. De aanduiding van de solidariteitsinstelling gebeurt bij collectieve arbeidsovereenkomst.

5 De solidariteitsprestaties

Alle bedragen, voordelen en uitkeringen die voortvloeien uit dit solidariteitsreglement vormen bruto bedragen, waarop alle bij wet verschuldigde inhoudingen, heffingen, bijdragen en

belastingen in mindering gebracht moeten worden. Al deze inhoudingen, heffingen, bijdragen en belastingen zijn ten laste van de aangeslotenen of hun rechthebbende(n).

De volgende solidariteitsprestaties worden vastgelegd :

5.1 Uitkeringen bij inkomstenverlies tengevolge van overlijden van de aangeslotene tijdens de beroepsloopbaan

In geval van overlijden van de aangeslotene tijdens de beroepsloopbaan zal er een bedrag ter vergoeding van inkomensverlies van 1.250,00 euro toegekend worden.

Indien het overlijden van de aangeslotene voorafgegaan wordt door een vergoede periode wegens ziekte of ongeval, dan dient het overlijden plaats te vinden binnen de vijf jaren na de begindatum van de vergoede periode wegens ziekte of ongeval.

Er wordt enkel rekening gehouden met periodes van arbeidsongeschiktheid die een aanvang nemen ten vroegste na 1 januari 2013.

Dit eenmalig bedrag wordt gevoegd bij de uitkering die krachtens het sociaal sectoraal pensioenstelsel wordt toegekend in geval van overlijden, en wordt uitgekeerd aan de begunstigde volgens de modaliteiten van het pensioenreglement van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

Deze prestatie wordt vereffend op dezelfde wijze zoals voorzien in het pensioenreglement. Aanvragen die meer dan drie jaar na de datum van het overlijden van de aangeslotene worden ingediend, komen niet meer in aanmerking voor de bedoelde solidariteitsprestatie.

5.2 Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen tijdens de periode voorafgaand aan het faillissement van de werkgever

In geval de RSZ onvoldoende gelden kan innen voor de in het pensioenreglement voorziene pensioenopbouw, zullen die ontbrekende pensioentoeelagen op de individuele pensioenrekening gestort worden.

De tekorten zullen met respect van de geldende wetgeving door het solidariteitsfonds ten laste genomen worden tot ten hoogste één maand na de faillietverklaring.

Deze prestatie wordt vereffend zonder dat de aangeslotene hiertoe een aanvraag moet indienen en wordt zo vlug mogelijk toegevoegd op de pensioenrekening van de aangeslotene.

5.3 Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies tengevolge van arbeidsongeschiktheid

In geval de aangeslotene het slachtoffer is van een arbeidsongeschiktheid, waarvan de duurtijd minstens 200 dagen, na de periode van gewaarborgd loon, over een periode van vijf opeenvolgende trimesters bedraagt, wordt een eenmalig bedrag van 150,00 euro gestort op de individuele pensioenrekening van de aangeslotene.

Een aangeslotene kan slechts één maal tijdens zijn loopbaan deze vergoeding ontvangen. Er wordt enkel rekening gehouden met periodes van arbeidsongeschiktheid die een aanvang nemen ten vroegste na 1 januari 2013 .

Het betreft de arbeidsongeschiktheid, zoals gedekt in de codes 50, 51, 60 en 61 van de DMFA-WAP :

- Code 50: ziekte (ziekte of ongeval van gemeen recht en profylactisch verlof)
- Code 51 : zwangerschapsverlof
- Code 60: arbeidsongeval
- Code 61: beroepsziekte

Deze prestatie wordt vereffend zonder dat de aangeslotene hiertoe een aanvraag moet indienen en wordt zo vlug mogelijk toegevoegd op de pensioenrekening van de aangeslotene.

5.4 Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij economische werkloosheid

Tijdens de periode van tijdelijke werkloosheid, wordt een bedrag van 0,70 euro per dag economische werkloosheid gestort op de individuele pensioenrekening van de aangeslotene.

Er wordt enkel rekening gehouden met periodes van tijdelijke werkloosheid die een aanvang nemen ten vroegste na 1 januari 2013.

Het betreft de tijdelijke werkloosheid, zoals gedekt in de code 71 van de DMFA-WAP.

Deze prestatie wordt vereffend zonder dat de aangeslotene hiertoe een aanvraag moet indienen en wordt zo vlug mogelijk toegevoegd op de pensioenrekening van de aangeslotene.

6 Financiering van de solidariteitsprestaties

De solidariteitsprestaties worden gefinancierd door een solidariteitsbijdrage die gelijk is aan minstens 4,4 % van de pensioentoeelage die in uitvoering van het sectoraal pensioenstelsel van de inrichter verschuldigd is. Deze solidariteitsbijdrage wordt samen met de pensioentoeelage door de RSZ geïnd en via de inrichter aan de solidariteitsinstelling overgemaakt.

De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel worden vastgelegd in een financieringsreglement. Dit financieringsreglement wordt als bijlage van een collectieve arbeidsovereenkomst ingevoerd.

7 Gevolgen van het niet betalen van de solidariteitsbijdrage

De solidariteitsinstelling zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 3 maanden volgend op de datum waarop zij kennis kreeg van een betalingsachterstand, door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

8 Beheer van de solidariteitsprestaties

De inrichter gaat tegenover alle werkgevers en aangeslotenen de verbintenis aan alles te doen wat nodig is voor de goede uitvoering van dit solidariteitsstelsel. Hij zal de bij de werkgever geïnde pensioentoeelagen zo spoedig mogelijk aan de solidariteitsinstelling overmaken. Bovendien zal hij alle voor het beheer van het solidariteitsstelsel benodigde gegevens overmaken.

De inrichter maakt hiervoor gebruik van de persoonsgegevens zoals meegedeeld uit het netwerk van de Sociale Zekerheid door de Kruispuntbank Sociale Zekerheid aan de inrichter, alsook de wijzigingen dewelke tijdens de duur van de aansluiting in voormelde gegevens voorkomen.

De inrichter is gemachtigd om aan de solidariteitsinstelling alle inlichtingen en bewijsstukken over te maken die nodig zijn voor de goede uitvoering van dit reglement.

De aangeslotene zal op eenvoudige aanvraag alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken bezorgen die nodig zijn opdat de solidariteitsinstelling zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren. Indien de aangeslotene deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaakt, dan zullen de inrichter en de solidariteitsinstelling ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de aangeslotene met betrekking tot het voordeel dat in dit reglement beschreven wordt.

Het solidariteitsfonds waaruit de solidariteitsprestaties geput worden, is een stelsel van collectieve reserve dat beheerd wordt overeenkomstig de in dit reglement gedefinieerde doelstellingen en bepalingen.

Het solidariteitsfonds behoort toe aan het geheel van de aangeslotenen.

Indien een werkgever of bediende om één of andere reden ophoudt deel uit te maken van het toepassingsgebied van dit solidariteitsreglement, kan hij op geen enkele wijze aanspraak maken op de tegoeden van het solidariteitsfonds.

Het solidariteitsfonds en de solidariteitsprestaties worden beheerd in overeenstemming met de bepalingen van de ter zake geldende wetgeving. Daartoe zal de solidariteitsinstelling de rekeningen van het solidariteitsfonds afzonderlijk van de andere activiteiten beheren.

De inkomsten van de rekeningen van het solidariteitsfonds kunnen bestaan uit:

- De solidariteitsbijdragen in uitvoering van dit solidariteitsreglement
- Eventuele andere sommen gestort door de inrichter
- De financiële opbrengsten van de rekening(en) van het solidariteitsfonds

De uitgaven van de rekeningen van het solidariteitsfonds kunnen bestaan uit:

- De uitkering van de in dit reglement bepaalde solidariteitsprestaties
- De financiering van de premies bestemd voor de verzekering die de solidariteitsinstelling voor de in dit reglement bepaalde solidariteitsprestaties zou sluiten
- De kosten voor het beheer van de solidariteitstoezegging

De solidariteitsinstelling stelt op het einde van ieder boekjaar een resultatenrekening op, evenals een balans met activa en passiva van het solidariteitsfonds en zendt deze stukken binnen de maand na hun goedkeuring aan het FSMA.

9 Wijziging

De solidariteitsprestaties zoals die in dit reglement beschreven worden, kunnen op ieder ogenblik aangepast worden aan de beschikbare middelen met het oog op het behouden van het financiële evenwicht in overeenstemming met de wettelijke bepalingen. Daarom zal de inrichter het initiatief nemen om onderhavig reglement aan te passen.

Een wijziging van het solidariteitsreglement wordt vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst, zoals voorzien in de ter zake geldende wetgeving.

De solidariteitstoezegging geeft geen aanleiding tot de vestiging van verworven rechten noch ingeval van uittreding, nog ingeval van wijziging of opheffing van het solidariteitsreglement.

Een wijziging van de solidariteitsinstelling en de eventueel hiermee verbonden overdracht van reserves zijn onderworpen aan de voorwaarden zoals voorzien in de WAP. In voorkomend geval licht de inrichter de aangeslotenen, alsook de FSMA in over de wijziging van solidariteitsinstelling.

10 Gevolgen ingeval van beëindiging

Bij stopzetting van het sectorale pensioenstelsel, zullen de reserves van het solidariteitsluik onder de aangeslotenen verdeeld worden naar rata van hun verworven reserves in het pensioenstelsel en aangewend worden als een bijdrage op de individuele pensioenrekening, na aftrek van de provisies voor lopende solidariteitsprestaties en voor te voorziene kosten in verband met de opheffing van het solidariteitsstelsel.

Indien dit solidariteitsreglement niet langer van toepassing is op een inrichter of een werkgever, kan die op geen enkele wijze aanspraak maken op een gedeelte van de tegoeden op de rekeningen van het solidariteitsfonds.

11 Informatie

11.1 Het solidariteitsreglement

De inrichter stelt de tekst van het solidariteitsreglement ter beschikking aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

11.2 Het beheersverslag

De solidariteitsinstelling stelt jaarlijks een verslag over het beheer van de solidariteitstoezegging op.

De tekst van het beheersverslag wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

12 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer

De inrichter verstrekt een aantal persoonsgegevens aan de solidariteitsinstelling om het solidariteitsstelsel te beheren. De solidariteitsinstelling verbindt zich ertoe om deze gegevens vertrouwelijk te behandelen. Ze mogen uitsluitend gebruikt worden voor het beheer van het solidariteitsstelsel, met uitsluiting van elk ander al dan niet commercieel oogmerk.

Iedere persoon van wie persoonlijke gegevens bewaard worden, heeft het recht om inzage en verbetering ervan te verkrijgen. Hij moet zich in dat geval schriftelijk tot de inrichter of de solidariteitsinstelling richten, en daarbij een kopie van zijn identiteitskaart voegen.

13 Geschillen en toepasselijk recht

Het Belgische recht is van toepassing op dit solidariteitsreglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

* * *

**FINANCIERINGSREGLEMENT VOOR DE BEDIENDEN
TEWERKGESTELD IN HET PARITAIR COMITÉ 220**

Inhoudstafel

| | |
|--|----------|
| Inhoudstafel..... | 1 |
| 1 Voorwerp | 2 |
| 2 Werking in de tijd..... | 2 |
| 3 Bijdragen en bijdragepercentages..... | 2 |

1 Voorwerp

Dit financieringsreglement bepaalt de regels en modaliteiten voor de financiering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

Het financieringsreglement dient in samenhang met het pensioenreglement en het solidariteitsreglement te worden gelezen.

2 Werking in de tijd

Het onderhavig financieringsreglement neemt aanvang op 1 januari 2013.

3 Bijdragen en bijdragepercentages

De bijdragen voor de financiering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel bedragen de hierna vermelde percentages berekend op het referteloon, met name de brutolonen onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen (x 100 %).

De vermelde bijdragepercentages voor de pensioen- en solidariteitstoezegging omvatten alle administratieve kosten en alle kosten aangerekend door de pensioen- en solidariteitsinstelling, doch niet de RSZ-bijdrage noch de eventuele taksen.

Overzicht van de bijdragepercentages :

| Periode | Bijdragepercentage voor de pensioen- toezegging | Bijdragepercentage voor de solidariteits- toezegging | Bijdragepercentage te innen door de RSZ |
|---|--|---|--|
| Vanaf 1 ^{ste} kwartaal 2013 | 0,76 % van het referteloon | 0,03 % van het referteloon | 0,79 % van het referteloon |
| Vanaf 1 ^{ste} kwartaal 2014 | 0,38 % van het referteloon | 0,02 % van het referteloon | 0,40 % van het referteloon |

* * *